

Libération



ISRAËL-IRAN
A Téhéran, les civils
fuient les bombes

PAGES 6-8

ATTILA KENARE / AFP

ENQUÊTE
Où se cachent
les bijoux de
Rachida Dati ?

PAGES 12-13



LES FILMS DE PIERRE

**CANTET
ET CAMPILLO**
«Enzo» : lui émoi

PAGES 20-21

#METOO POLICE

«C'EST COMME SI
J'AVAIS ÉTÉ VIOLEÉE
UNE DEUXIÈME FOIS»

Venues porter plainte,
convoquées ou placées
en garde à vue, elles ont été
victimes de violences
sexuelles commises par des
policiers ou des gendarmes.
Plusieurs femmes témoignent
auprès de «Libération».

PAGES 2-5

PHOTOS CYRIL ZANNETTACCI / VIU



Par

**FABIEN LEBOUcq
et MARLÈNE THOMAS
DECREUSEFOND**

«Pourquoi ce policier m'envoie une photo de lui nu ? Est-ce que c'est de ma faute ?» A la barre du tribunal, Joanna N. s'effondre. On est en février 2025, la jeune femme témoigne contre le fonctionnaire affecté au commissariat du XIV^e arrondissement de Paris où elle s'est présentée quelques mois auparavant. Elle venait porter plainte pour le viol qu'elle avait subi plus tôt dans la journée. Un policier qu'elle n'a jamais rencontré a pioché son numéro de téléphone dans un PV et l'a contactée dès le lendemain. Au départ sous un prétexte professionnel. Puis l'agent a dévié sur un autre terrain avec celle qui a l'âge de sa fille, 22 ans, demandant à l'apprentie coiffeuse de lui couper les cheveux. Et il a fini par lui envoyer une photo de lui dénudé, pubis apparent. Aux enquêteurs de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), Joanna N. a déclaré : «C'est comme si j'avais été violée une deuxième fois.»

En France, les violences commises par des policiers et des gendarmes envers des femmes plaignantes, témoins ou mises en cause, sont un continent caché au croisement des dominations masculine et policière. Enquêtant en parallèle de *Libé* sur ce sujet, le média *Disclose* a recensé 429 victimes de violences sexuelles infligées par des forces de l'ordre depuis 2012 – un chiffre a priori doublement sous-estimé, tant les violences sexuelles et les violences policières sont habituellement sous-déclarées par les personnes qui les subissent. Parmi ces victimes, 57 sont des plaignantes et 75 des mises en cause dans des procédures judiciaires. A partir d'entretiens avec six d'entre elles, plusieurs avocats, et des documents judiciaires inédits, *Libération* dessine les grandes lignes de ce phénomène : un continuum de violences qui mène du harcèlement sexuel jusqu'au viol, parfois à plusieurs reprises ou sur plusieurs victimes. Presque toujours, ces comportements visent des femmes en situation de fragilité (dans trois cas sur quatre selon *Disclose*). Souvent, elles étaient venues déposer plainte pour violences intrafamiliales ou conjugales (près de deux tiers des 57 plaignantes). De plus, il n'est pas rare que ces agents aient en parallèle sévi, ou été accusés de sévir, dans leur vie privée ou envers leurs collègues féminines.

Chapitre I : autorité

Devant le tribunal correctionnel de Paris en février, Sylvain Duparcq est contrit : «Avec du recul, je me rends compte que c'est une énorme bêtise. Je tiens à lui présenter des excuses», déclare-t-il à l'attention de Joanna N. Celui qui revendique trente ans dans la police est alors jugé pour plusieurs affaires, et fina-

lement condamné à deux ans de prison avec sursis. Dans le dossier de Joanna N., seul le détournement de fichiers a été retenu. Aujourd'hui, elle s'interroge : «Pourquoi la justice ne l'a condamné qu'à cinq ans d'interdiction d'exercer la profession de policier ?» Ni le fonctionnaire ni son avocate n'ont souhaité répondre à nos questions. Des messages à caractère sexuel non désirés, c'est aussi ce que reproche Taous (1) à un commandant d'Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis). En septembre 2021, elle obtient un rendez-vous avec un commissaire pour évoquer les accusations mutuelles de violences conjugales avec le père de sa fille (avec qui elle est en instance de divorce). L'officier Thierry Beuzart est présent lors de l'entretien, au cours duquel Taous parle de son autisme. Le lendemain, il l'appelle, multiplie les textos, dont certains ont été publiés par *Streetpress*. Elle y répond. «Elle lui avait fait part de son manque de confiance en l'être humain et en la justice, mais en tant que représentant de l'institution, elle pensait qu'il pourrait apporter des réponses à ses questions», écrit l'IGPN dans sa synthèse de l'enquête, consultée par *Libération*. Puis les messages de son interlocuteur avaient commencé à être plus explicites sur ses intentions

d'obtenir des faveurs sexuelles.» Malgré l'opposition de Taous, dont l'autisme brouille parfois la compréhension des intentions du policier, il poursuit, jusqu'à lui demander de se masturber. Sans manquer de lui rappeler : «A mon niveau, je peux tout faire, je suis officier de police judiciaire.» L'IGPN qualifie le comportement de l'officier de «manipulation», de «stratagème». Thierry Beuzart reconnaît devant les enquêteurs «qu'il avait pu se montrer insistant envers [Taous] et lui imposer des mots et des propos qu'elle ne souhaitait pas entendre et qui avaient pu l'affecter». Le commandant est condamné en novembre 2022 par le tribunal correctionnel de Bobigny pour «harcèlement sexuel par une personne abusant de l'autorité que lui confère sa fonction» à six mois de prison avec sursis, mais sans interdiction d'exercer.

Chapitre II : fragilités

Les accusatrices se ressemblent. Valentina (1) cumule, elle aussi, les fragilités. Au moment des faits, en novembre 2023 à Reims, cette Kosovare vit depuis dix ans en France avec son époux et ses quatre en-

fants. Sur appel de son aînée, réfugiée chez une voisine, des policiers interviennent après que son mari, ivre, est parti à la poursuite d'adolescents muni d'un couteau. Tandis que sa collègue prend en charge les enfants, Grégory Caron, gardien de la paix de 27 ans, invite Valentina, effondrée, à se rendre dans sa chambre. «Je pensais qu'il allait m'aider.» Sous prétexte de vérifier qu'elle n'a pas été frappée par son mari, il lui ordonne d'enlever son haut, décrit cette femme d'aujourd'hui 37 ans. «Il a profité du fait que je ne parle pas très bien français et de la situation dans laquelle j'étais. Je pleurais pour ma fille aînée que je ne trouvais pas, mon mari avait tout cassé dans l'appartement...» Il réclame qu'elle enlève son soutien-gorge, sort chaque sein du bonnet en commentant «impeccable», puis lui fait retirer son pantalon et sa culotte. Le souffle court, elle lâche : «Jamais je n'aurais pensé qu'un policier pouvait faire ça.» Ces violences l'ont poussée à rentrer au Kosovo à l'été 2024. «J'ai peur de vivre en France. C'est un cauchemar, je ne fais plus confiance à personne.» Une deuxième plaignante, de nationalité roumaine, ne parlant pas français, a témoigné dans le cadre d'une plainte d'un mode opératoire similaire. En

août 2024, Grégory Caron, intervenu chez elle sous prétexte de chercher un squat, l'a enfermée dans la salle de bains avant de lui demander de soulever sa jupe. Reconnu coupable d'agression sexuelle et de violence pour ces deux faits, le gardien de la paix a été condamné à quatre ans d'emprisonnement dont deux ferme en octobre. Une peine réduite en appel à un an ferme en février. Toujours en détention provisoire, Grégory Caron a formé un pourvoi en cassation. Depuis, le vingtenaire a été mis en examen pour les viols de deux travailleuses du sexe, là encore étrangères. «Il n'y a aucune décision de culpabilité définitive le concernant. Il conteste, depuis l'origine, l'ensemble des faits qu'il est suspecté d'avoir commis», réagit son avocat, Mourad Benkoussa.

La vulnérabilité des femmes face aux agents est d'autant plus grande quand elles sont mises en cause. En janvier 2022, Laura (1) est convoquée à la gendarmerie de Rives-en-Seine (Seine-Maritime) pour une conduite sans permis. Le gendarme l'informe qu'il passera chez elle plus tard, pour des examens complémentaires. Cette femme de 40 ans, alors sous antidépresseur, habite seule. Frédéric Darin débarque à son domicile muni de kits de prélèvement ADN. Ganté, il lui impose une palpation mammaire, puis plusieurs pénétrations, en lui faisant croire à un prélèvement vaginal, relate l'arrêt de condamnation. Soulignant son «stratagème pour mettre la victime en confiance», grâce aux kits ADN et à la présentation de son écusson lorsque Laura l'a questionné sur son habilitation à procéder à ces examens, la cour criminelle de Seine-Maritime l'a condamné à douze ans de réclusion criminelle pour viol aggravé.

Les mis en cause se servent souvent de la confiance de citoyennes dans les forces de l'ordre. Et dans le même temps, la brisent. Yeux emboités derrière des lunettes de soleil noires, Angélique aurait aujourd'hui du mal à pousser la porte d'un commissariat pour porter plainte. Sur le balcon de son appartement varois, elle prend une grande inspiration. «Ce serait encore trop traumatique d'être en contact avec eux. J'ai totalement perdu confiance quand, durant le procès, j'ai vu ses collègues venir témoigner leur soutien.» Son agresseur, le policier toulonnais Claude Mardi, a été condamné en 2021 à douze ans de réclusion criminelle pour viols aggravés et harcèlement sexuel par la cour d'assises du Var. Au moment des faits, Angélique était détenue dans les geôles du tribunal de Toulon en attente d'une comparution immédiate pour escroquerie. Mais en raison de ses antécédents judiciaires, on lui annonce son placement en détention provisoire, le temps de préparer sa défense. Angélique s'effondre. Elle demande à Claude Mardi de téléphoner à sa fille de 13 ans pour la rassurer. Il finit par lui dire, alors que ses collègues ne sont plus là : «Oui, mais il faut que je te sorte.» Passant sa main sur ses longs che-

#MeToo Police Des violences sexuelles qui font système

ENQUÊTE

Plusieurs femmes, plaignantes ou mises en cause dans des enquêtes, racontent à «Libération» les violences sexuelles qu'elles ont subies de la part de gendarmes et policiers dans le cadre de leurs fonctions.



Joanna N. a reçu un nude d'un policier. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU

veux bruns retenus en chignon, la femme de 43 ans semble encore bloquée dans ce palais de justice. Elle décrit avec précision chaque couloir et ces toilettes dans lesquelles il la fait entrer. Celles des policiers. Trois marches, un lavabo, deux sanitaires. «*Il a commencé à me toucher. J'ai dit "non, je suis désolee, je suis sale, j'ai passé la nuit en garde à vue". Il m'a dit "bon alors, tu me suces"*». Il lui impose une fellation. «*Il m'a ensuite laissée appeler ma fille.*» Plus tard en prison, un psychiatre et la directrice aident Angélique à qualifier les faits et à rédiger sa plainte.

«Il a profité du fait que je ne parle pas très bien français et de la situation dans laquelle j'étais [...]. Jamais je n'aurais pensé qu'un policier pouvait faire ça.»

Valentina
37 ans

Chapitre III : sérialité

Comme nombre de victimes de policiers ou gendarmes, Angélique décrit cette difficulté dédoublée à demander justice, entremêlée à cette crainte, elle aussi démultipliée, de ne pas être crue. «*Combien de fois j'ai failli abandonner? Je savais que c'était toute une institution à laquelle je m'attaquais. Si je n'avais pas eu mon avocate, M^e Mbarek, et la dame de l'IGPN qui me confortait dans le fait de continuer, j'aurais renoncé*», s'indigne-t-elle.

Ce viol l'a brisée. Combative, Angélique se relève seulement d'une profonde dépression, a arrêté les médicaments, s'éloigne des stupéfiants. «*Je ne pouvais plus sentir le souffle d'un homme à côté de moi. J'enchaînais les tentatives de suicide, les hospitalisations en psychiatrie. Ma fille a voulu allervivre avec son père. Je n'étais plus la maman qu'elle méritait.*» Durant quatre ans, elle ne l'a pas vue. Comme nombre d'affaires de violences sexuelles policières, celle-ci revêt un caractère sériel. Une femme trans a aussi été victime d'un viol commis par Claude Mardi dans les geôles en 2018. **Suite page 4**

EDITORIAL

Par
**HAMDAM
MOSTAFAVI**

Prise de conscience

Deux fois victimes. Les femmes qui ont parlé à *Libération* lors de l'enquête que nous publions aujourd'hui sont souvent des plaignantes pour des violences conjugales, parfois sans-papiers, en difficulté sociale.

Dans des situations qui font que pousser la porte du commissariat ou de la gendarmerie demande un effort majeur. Et c'est là, dans ces lieux censés les protéger, que ces femmes ont subi des agressions par un représentant de la force publique. Toutes racontent des histoires similaires, un schéma qui se reproduit : la faiblesse d'une victime exploitée par un représentant des forces de l'ordre. Toutes font évidemment état de leur sidération, d'une confiance irrémédiablement brisée dans les institutions républicaines.

Car quand la loi fait défaut, vers qui se tourner ? Ces comportements hors la loi commis à l'abri de l'uniforme sont suffisamment systémiques au sein de l'institution pour ne pas les ramener à de simples incidents isolés. Le parcours des agents mis en cause interroge : souvent, leurs antécédents «problématiques» étaient connus, que ce soit dans leur vie privée ou dans leurs comportements avec leurs collègues et des plaignantes. Dans des institutions qui restent encore trop masculines, entretenant une culture de l'impunité, la remise en question reste faible, voire inexistante.

La sensibilisation aux féminicides et la formation des agents ont sans doute amélioré les choses. Mais de manière clairement insuffisante. L'heure est à la prise de conscience, et à l'action. Là où la police a fait défaut, c'est aujourd'hui à la justice de remettre de l'ordre. Ces cas nous rappellent surtout, puisque ces violences contre les femmes s'exercent à l'abri de lieux censés les protéger, que ce fléau est malheureusement enraciné dans la société. ◀

Suite de la page 3 Trois autres femmes ont également subi du harcèlement sexuel au tribunal entre 2014 et 2018. «Il est policier mais c'est une affaire [de violences sexuelles] comme une autre», balaye son avocat, Valentin Loret.

Toujours en attente d'une date d'audience, six victimes accusent Stéphane R., un policier toulousain démis de ses fonctions depuis sa mise en examen, en 2019, pour viols et agressions sexuelles aggravés entre 2017 et 2018. «Quasiment toutes étaient venues déposer une plainte en lien avec des violences conjugales. Toutes étaient en situation de faiblesse, se sont mises à pleurer en raison des faits rapportés. Il se levait de son bureau, les enlaçait. Il les embrassait, souvent exhibait son sexe. Concernant ma cliente, il lui a tenu la tête pour l'amener vers son sexe», retrace Emmanuelle Franck, avocate avec Alexandre Martin de l'une des parties civiles. Seule une victime a déposé plainte. Elle l'accuse de l'avoir violée au domicile de la belle-fille du policier, où il l'avait attirée par la promesse d'y trouver un emploi. Les cinq autres femmes ont été retrouvées dans le cadre de l'enquête de l'IGPN. «Il a fallu aller les chercher, les convaincre. Toutes se sont dit que c'était un policier, que ça ne servait à rien de déposer plainte, que personne ne les croirait. S'il n'y avait eu qu'une victime, l'affaire aurait été sans aucun doute classée», ajoute l'avocate. Le conseil de Stéphane R., Laurent Boguet, assure que son client «convient que sur le plan disciplinaire, son comportement n'était pas adapté, mais il considère avoir obtenu ces relations de manière consentie». Et d'appuyer: «Il n'est pas allé vers la commission d'infraction en sachant délibérément qu'il commettait des agressions sexuelles, voire des viols. Ce n'est pas un prédateur sexuel.»

La sérialité, c'est aussi ce qui ressort des faits reprochés à Laurent D., policier d'Angers mis en accusation devant la cour d'assises du Maine-et-Loire mais décédé avant son procès. L'intéressé, dont l'avocat ne nous a pas répondu, était «mis en cause par dix femmes qui ne se connaissaient pas et qui toutes ont connu le mis en examen dans le cadre de l'exercice de sa profession de policier, soit comme plaignantes, soit comme mises en cause. La plupart des femmes étaient étrangères ou d'origine étrangère», résume l'arrêt de la cour d'appel d'Angers confirmant son renvoi, notamment pour des faits de harcèlement envers six femmes, et de viol envers une autre – tous aggravés par sa fonction de policier.

Comme Stéphane R., Laurent D. a défendu une autre version, faite de relations consenties et de séduction. «J'avais des envies de rapports sexuels. Le fait de me retrouver dans un bureau avec une femme, j'ai eu envie de les draguer [...] et de voir s'il y avait moyen d'aller plus loin avec elles», a précisé le policier durant l'instruction, tout en niant avoir abusé de la fragilité de celles qui l'accusent: «Je suis quelqu'un qui ne se trouve pas beau physiquement et dans mon esprit, l'éducation des

femmes étrangères est moins basée sur le physique.»

Fatima E. était l'une des parties civiles dans l'instruction visant Laurent D. La première fois qu'elle le rencontre, en août 2018, elle vit dans un hôtel où elle a été placée avec sa fille pour fuir son mari violent. Laurent D. s'y rend, seul et sans uniforme, hors de tout cadre procédural. «Tout au long de notre conversation, il m'a scrutée de haut en bas avec un léger sourire, je me sentais trop mal. Il me posait des questions personnelles, mais rien sur l'enquête», raconte Fatima E. Elle est alors tiraillée: pour la première fois, un policier est bienveillant, contrairement à ceux qui ont refusé ses plaintes pour violences conjugales. Laurent D. suit son dossier, auditionne ses proches et invite la jeune mère à plusieurs reprises au commissariat, puisqu'elle refuse ses rendez-vous à l'extérieur. Fatima E. comprend l'ampleur du problème quand le supérieur de Laurent D. la convoque, en expliquant qu'il a des soupçons de «faits de harcèlement sexuels susceptibles [de lui] être imputés», résume l'ordonnance rendue par le juge d'instruction. Lors d'une confrontation devant le magistrat, «il a dit qu'il était venu à l'hôtel pour voir s'il pouvait coucher avec moi. Ça m'a tuée», retrace Fatima E., au bord des larmes. C'est comme si j'avais laissé rentrer un violeur dans la chambre où je vivais avec mon enfant. Parmi les 215 policiers, gendarmes et policiers municipaux recensés par Disclose, 83 sont mis en cause par plusieurs victimes.

Chapitre IV : continuité

Du cadre professionnel à la sphère intime, les parcours de ces agents dessinent, pour un certain nombre d'entre eux, une continuité de violences. Ainsi, Laurent D. avait la réputation d'être un «coureur de jupons avec les civiles, plaignantes et [mises en causes], et aussi bien avec les collègues», témoigne dans l'enquête une policière le connaissant

«Combien de fois j'ai failli abandonner? Je savais que c'était toute une institution à laquelle je m'attaquais.»

Angélique
43 ans

depuis 2004. Cela s'est poursuivi lorsqu'il a changé de commissariat, à en croire «les collègues féminines de Laurent D. [qui] décrivaient des comportements inadaptés de sa part envers la gent féminine et lui reprochaient des propos grossiers et orduriers», résume l'ordonnance. Plusieurs évoquent des contacts non désirés, des blagues à caractère sexuel et la diffusion de porno sur le lieu de travail – des comportements pouvant être qualifiés pénalement de harcèlement sexuel ou d'agression sexuelle. Cette description vaut peu ou prou aussi pour Jean-Pierre D., qu'Armandina Bakutu Pena accuse de viols – le policier ayant par ailleurs déjà été condamné pour des faits d'exhibition commis hors service. L'enquête de l'IGPN dans le dossier de Taous, concernant le commandant d'Epinay-sur-Seine, étaye ce phénomène d'apparente continuité: elle exhume une précédente procédure judiciaire, classée sans suite. En 2012, une lettre anonyme d'une personne se présentant comme stagiaire accusait Thierry Beuzart de lui avoir envoyé des «textos intimes, voire à caractère sexuel sur son téléphone», écrivent les enquêteurs. L'intéressé récusait le comportement qui lui prétendent plusieurs jeunes gardiens de la paix, selon qui «le capitaine Beuzart tentait de séduire régulièrement de jeunes policières en leur adressant des textos équivoques et en adoptant à leur égard des attitudes de même nature», résume l'IGPN.

Chapitre V : omerta

L'attitude des supérieurs vis-à-vis de ces comportements semble déterminante pour y mettre un terme. Dans les années 2010, Thierry Beuzart bénéficie de la confiance de son commissaire; mais celui de 2022 incite Taous à porter plainte, ce qu'elle a fait. Dans l'affaire de Laurent D., même constat. Son supérieur direct, Christophe B., contribue à faire émerger l'affaire, mais a dû pour cela contourner le commissaire au-dessus de lui, ce dernier s'étant d'abord contenté d'adresser un avertissement verbal à l'agent mis en cause par une association d'aide aux victimes. «Interrogé sur les faits objets de l'information judiciaire, Christophe B. faisait état de plusieurs difficultés rencontrées, au premier rang desquelles l'inertie de sa hiérarchie», lit-on dans l'ordonnance du juge.

Contacté par Libération, le ministère de l'Intérieur n'a pas indiqué les mesures éventuellement prises pour chacun des cas évoqués dans cet article. Mais transmet les données suivantes: «Dix-huit dossiers de violences sexuelles commises par des policiers» ont été recensés (et ont donné lieu à des sanctions) depuis 2021, dont dix ont mené à l'exclusion des fonctionnaires. Des chiffres sans commune mesure avec ceux de la gendarmerie: «Sur les trois dernières années, 223 sanctions disciplinaires ont été prononcées en gendarmerie pour des faits de VSS allant de jours d'arrêts à des résiliations de contrats-radiations.» Dans sa réponse écrite, le ministère de l'Intérieur n'apporte pas de réponse unique pour la police et la gendarmerie, mais relaie les discours volontaristes des deux institutions: systématisation (allégué) des enquêtes administratives quand des soupçons ou des signalements apparaissent, «importance» de la déontologie dans les formations des policiers et gendarmes, et centralité

du rôle des «managers» ou de la «chaîne hiérarchique» pour prévenir ces comportements.

En creux, c'est la culture d'une institution masculine à outrance qui se dessine. Du «coureur de jupons» Laurent D., un collègue retraité dit qu'il a un «humour agricole». Une collègue parle, le concernant de blagues «sales» ou «lourdes», tout en précisant aux enquêteurs qu'«elles n'étaient pas spécifiques à ce dernier» – elle finira par le gifler pour avoir mimé derrière elle un acte sexuel. De Claude Mardi, l'agresseur d'Angélique, plusieurs collègues affirment que c'est un «policier exemplaire». Le phénomène est objectivé par plusieurs études scientifiques du monde anglophone. «La culture professionnelle, le sexe et la hiérarchie organisationnelle majoritairement masculine de l'organisation policière favorisent la discrimination sexuelle, le harcèlement et la violence envers les femmes», relèvent les auteurs américains d'une publication de 2022 portant sur près de 700 cas de violences policières sexuelles aux Etats-Unis. Ils concluent que «ce travail offre des occasions faciles de commettre des crimes sexuels», notamment lors de contrôles routiers, ou auprès de publics fragiles (comme les enfants ou les travailleuses du sexe). Un panel moins large de faits mène des scientifiques britanniques aux mêmes conclusions dans une étude de 2020: «Sur les 155 cas recensés, le type d'incident le plus courant, dans près d'un tiers des cas, impliquait des relations sexuelles avec des victimes, des témoins et des personnes vulnérables. Notamment envers des victimes de violences domestiques, de viols et d'agressions sexuelles [...]. Dans un quart des cas, le policier impliqué était en relation avec plus d'une victime. La deuxième catégorie la plus importante est celle des incidents impliquant un comportement sexuel à l'égard de collègues.»

Joanna N., la plaignante qui a reçu un «nude» sans l'avoir sollicité de la part d'un policier ayant pris son numéro dans une procédure, dit avoir remonté la pente. Mais elle garde des traumatismes: elle a peur qu'on recueille ses données personnelles, et observe «un stress constant» quand elle voit des uniformes. A bientôt 23 ans, la jeune femme évite de sortir, et fait tout pour ne pas avoir à se retrouver face à la police. Même chose pour Fatima E., qui «pense tout le temps à ce qui s'est passé», et a dû quitter son métier de chauffeuse de bus à cause de ses crises d'angoisse. Mais toutes appellent à se lever: «Personne n'est seul. Faut pas avoir honte. Faut se faire entendre. Faut se battre», dit Joanna N. Taous confirme: «J'y suis allée avec peu, et j'ai gagné. C'est un combat pour la dignité. S'il y a des preuves, la justice comprend que ce n'est pas du ressentiment.» Fatima E. complète: «Si quelqu'un souffre, et que la police ne peut pas l'entendre, peut-être que la police des polices le peut. Il y a une justice, mais il faut aller la chercher loin.»



Angélique, victime de Claude Mardi. PHOTO YOHANNE LAMOULÈRE. TENDANCE FLOUE

(1) Le prénom a été modifié.

Commissariat de Pontault-Combault: «Là où je croyais être protégée, ce fut ma mort»

Armandina Bakutu Pena, Angolaise sans papiers, accuse un gardien de la paix, Jean-Pierre D., de l'avoir violée. Plusieurs collègues et ex-compagnes du fonctionnaire, aujourd'hui mis en examen, décrivent d'autres violences sexuelles.

L'horizon d'Armandina Bakutu Pena est rétréci. La vie de cette ancienne commerçante angolaise est recroquevillée dans son petit appartement d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), qu'elle occupe avec son conjoint électricien et ses trois enfants, nés en France. Faute d'avoir pu obtenir une carte de séjour, elle reste là «du matin au soir», assignée aux tâches domestiques. «C'est comme si j'étais en prison», résume-t-elle, installée sur un large canapé d'angle, dos à la fenêtre où se dessine une forêt. Depuis peu, elle évite même les rues de cette commune qu'elle arpente depuis deux décennies. «Ici, je ne me sens pas en sécurité.» Cette femme de 49 ans accuse Jean-Pierre D., le policier ayant enregistré sa plainte pour violences conjugales, de l'avoir violée à deux reprises à l'hiver 2023. «Traumatisée», elle espère déménager «pour reprendre [sa] vie». «Dès que je vois une voiture de police, je sens de mauvaises sensations. Là où je croyais être protégée, ce fut ma mort.»

«Qui va savoir?»

Sa voix se tord à l'évocation de ce 22 février 2023. Son conjoint, qu'elle accuse de l'avoir frappée par le passé, la menace. Elle appelle la police. Les agents lui disent d'aller porter plainte, ce qu'elle fait. Jean-Pierre D., 55 ans, la reçoit dans son bureau du commissariat de Pontault-Combault, à quelques kilomètres de chez elle, et ferme la porte, raconte-t-elle. A la fin de l'audition, le fonctionnaire lui demande une relation sexuelle; elle refuse. Mais le policier se rapproche d'elle, baisse son pantalon. Elle se remémore sa peur: «Il a la loi avec lui. Il peut m'expulser. Je me disais qu'il fallait que j'obéisse à ses ordres pour m'en sortir.» Car elle imagine le pire: «S'il me met une balle et qu'il me met dans le coffre de la voiture, qui va savoir?» Alors, «j'ai commencé à pleurer, mon cœur a saigné», se souvient Armandina Bakutu Pena, dont les larmes affleurent. Elle décrit une fellation. «Je n'avais jamais fait ça, même à mon mari, je n'aime pas ça.» Puis Armandina Bakutu Pena rentre chez elle, pleure et se douche.



Armandina Bakutu Pena à son domicile en Seine-et-Marne. PHOTO CYRIL ZANNETTACCI. VU

La même scène se reproduit un peu plus d'une semaine plus tard. Jean-Pierre D. l'appelle du commissariat et la convoque. Elle se présente mais son nom n'est pas sur la liste. Il vient la chercher à l'accueil, la fait entrer dans son bureau, et de nouveau ferme la porte. «La dernière fois, c'était sympa», lui assène le fonctionnaire, d'après l'ordonnance de mise en accusation. Il lui impose de nouveau une fellation. Armandina Bakutu Pena est dans un état de sidération. Devant nous, elle

s'effondre: «Pourquoi faire ça? En plus au commissariat! Là où je vais pour me protéger! Là où il y a le drapeau de la France!» Les questions se bousculent, et parfois leurs réponses: «Pourquoi ça m'arrive à moi? J'ai des soucis, je n'ai pas la carte de séjour, je n'ai rien, j'ai des enfants et des problèmes avec mon mari... Pourquoi?»

«Regards insistants»

L'errance succède à la violence. Pendant des mois, Armandina Bakutu Pena est trimballée dans toute l'Ile-de-France, de refuges en maison d'accueil pour fuir son conjoint. Les enfants suivent, leur scolarité est chamboulée. Une fois, par honte de ses conditions de vie, sa fille se cache d'une amie. «C'est là que j'ai pris ma décision», dit Armandina Bakutu Pena: celle de retourner chez son conjoint. On est à l'automne 2023. Elle y vit toujours aujourd'hui. Entre-temps, en octobre de cette même année, elle a déposé plainte

contre Jean-Pierre D., encouragée par une membre de l'association qui l'accompagne. Il faut du temps pour que le dossier parvienne jusqu'à l'IGPN. Armandina Bakutu Pena et son avocat y sont (enfin) bien reçus, en décembre 2023. Elle l'image: «Depuis que je suis allée là-bas, ma tête s'est reposée. J'ai vu qu'ils marchaient dans la vérité.» Cette fille d'un ancien policier se réjouit du travail de la justice et des excuses présentées par Jean-Pierre D. lors de la confrontation devant la juge d'instruction. Cette dernière résume ainsi les positions du mis en cause et leurs variations: «S'il affirme toujours que la plaignante a pu, par ses propos ou son attitude, engager une forme de séduction à son égard lui laissant penser qu'elle aurait souhaité un rapport sexuel avec lui, et qu'il indique avoir pensé, à la date des faits, qu'elle était consentante, il reconnaît désormais tant la matérialité des faits que l'absence de consentement d'Armandina Bakutu Pena.»

L'instruction permet d'auditionner huit autres femmes dont les plaintes ont été enregistrées par Jean-Pierre D., et qui font état de «regards insistants» et de remarques ouvrant largement le cadre de leurs dépositions. L'une est interrogée sur ses pratiques sexuelles. Une seconde se voit demander ce qu'elle portait sous son abaya.

«Comme une proie»

Comme dans les autres affaires identifiées par Libération, ces violences sexistes et sexuelles se déplient dans les différents espaces de vie de l'accusé. Condamné en 2009 pour exhibition devant cinq factrices, et suspendu deux ans de ses fonctions de policier, Jean-Pierre D. a réitéré auprès de deux collègues, sollicitant une masturbation de l'une d'elles, témoignent les intéressées dans l'enquête. A cette même fonctionnaire, il lance des «tu m'excites» quand il la croise, d'après l'ordonnance synthétisant l'enquête. Auprès de la juge d'instruction, cette agent exprime sa crainte de se retrouver seule avec Jean-Pierre D., se sentant «comme une proie qui ne pouvait pas lui échapper». Elle n'a jamais dénoncé les faits de peur de ne pas être crue. Le policier nie une partie des comportements que lui prétendent plaignantes et collègues, ou alors plaide une présomption de consentement, de la «drague lourde»; et reconnaît parfois avoir fait «une grosse bêtise». Il est appuyé par une capitaine qui balaye les accusations à son encontre, arguant que c'est «un homme à femmes et un queutard, comme il en existe d'autres et ils ne sont pas pour autant des violeurs». Et dit d'Armandina Bakutu Pena que c'est «une connasse qui a dû jouer sa pute».

Plusieurs des ex-compagnes de Jean-Pierre D. décrivent, elles aussi, un «pervers», un «prédateur». La mère de son fils témoigne d'une relation d'emprise, émaillée de violences. «Parfois elle pleurait de douleurs pendant l'acte sexuel, sans que Jean-Pierre D. ne s'arrête», relate la juge d'instruction. Une autre de ses compagnes, qui a partagé sa vie durant près de dix ans, fait état de pratiques sexuelles forcées, de fellations auxquelles «elle ne pouvait pas échapper après ses sises». Reconnaissant avoir pu se montrer «insistant» avec ces femmes et avoir un «problème avec la sexualité» venu de violences de même nature subies dans son enfance, le policier conteste toute notion de contrainte.

Présumé innocent, Jean-Pierre D. est en détention provisoire depuis décembre 2023. Son procès devrait se tenir au premier semestre 2026.

FABIEN LEBOUQC
et MARLENE THOMAS
DECREEUSEFOND

En Iran, «l'endroit que j'appelais ma maison est devenu un piège»

Alors qu'Israël continue de bombarder le pays, les habitants de Téhéran se retrouvent face à un dilemme entre quitter leur foyer, suivant les avertissements de Tel-Aviv, ou rester, par détermination ou manque de moyens.

Par
DIVAN SHIRAZI

Téhéran est calme. Trop calme. Au cinquième jour de la guerre, beaucoup ont déjà quitté la ville. D'autres tentent – et échouent – à s'enfuir. Ceux qui restent sont pris au piège d'une peur profonde et croissante. Plus personne ne croit que la capitale est sûre. Bien qu'Israël affirme que ses cibles sont strictement militaires, des centaines de civils ont été tués. Nombre d'entre eux n'avaient aucun lien avec le régime – certains étaient des victimes de longue date de sa répression.

A Téhéran, l'idée que les frappes d'Israël sont «chirurgicales», que ses militaires font la distinction entre l'Etat et la société ou qu'ils sont solidaires du peuple iranien, n'existe plus. Jour et nuit, les explosions se poursuivent. Des maisons sont détruites. Des civils meurent. D'autres, abasourdis, couverts de sang, errent sans but, ne sachant pas où aller. L'air sent la fumée. La ville est remplie de décombres, de verre brisé, de voitures détruites, de feu et de fumée.

«LA VILLE ENTIERE FUYAIT»
Ceux qui sont encore dans la ville restent chez eux, mais leur maison n'est plus un refuge. Le prochain missile pourrait transformer chaque résidence en tombeau. Certains



Des Iraniens fuient Téhéran, dimanche. PHOTO ATTA KENARE AFP

choisissent de rester, par détermination ou par nécessité. Mais beaucoup sont prêts à tout pour partir et n'ont aucun moyen de s'échapper. Téhéran est devenu une cage pour ses plus de 10 millions d'habitants. Israël a émis des avertissements d'évacuation de la ville, répétés par Donald Trump. Mais comment une ville de plusieurs millions d'habitants peut-elle être évacuée ? Les aéroports sont fermés, les bus et les trains ne roulent plus, le carburant est presque introuvable. Lundi, les forces israéliennes ont frappé le bâtiment de la radio-télévision d'Etat dans le centre de Téhéran. L'alerte à l'évacuation de cette zone avait été donnée moins de deux heures plus tôt. Plus d'un million de personnes vivent dans ce quartier. Mais dans une ville où l'accès à Internet est instable, l'avertissement lui-même n'a guère été diffusé.

«C'est de la propagande médiatique visant à justifier un massacre, fusillement Abbas, 53 ans, administrateur dans le secteur de l'éducation. Ils veulent tuer des civils et dire ensuite : "Nous vous avions prévenus." Mais comment suis-je censé partir ? Je crève sous les dettes. Je dois payer mes factures avant la fin du mois. Il est presque impossible de trouver de l'essence. Certains chauffeurs exigent des tarifs trois ou quatre fois supérieurs à mon salaire mensuel. Je n'ai pas les moyens de partir, et je n'ai nulle part où aller.»

Quitter une ville et une maison construite au prix d'années d'efforts sous une pression économique écrasante n'est pas un choix simple. Zahra, 24 ans, s'est installée à Téhéran pour vivre de manière indépendante. Aujourd'hui, elle est sur le point de partir. *«La guerre peut effacer toute votre vie en quelques heures, se désole-t-elle. Toutes les années que vous avez passées à la construire vous paraissent soudain dénuées de sens.»* En quittant la ville, elle a regardé tout ce qu'elle possédait – son appartement, sa voiture, la vie qu'elle s'était construite depuis son adolescence. *«J'ai tout laissé derrière moi. J'espère seulement qu'une fois l'incendie terminé, ma maison sera encore debout.»* Solmaz, 33 ans, enseignante dans une école primaire, décrit la nuit où tout a commencé. *«Au début, j'ai cru à un tremblement de terre. Les fenêtres tremblaient à chaque éclair et à chaque explosion. Ma mère, qui a déjà vécu la guerre, nous a dit qu'il s'agissait de tirs de missiles. Nous*



*n'avons pas dormi. Le matin, nous avons appris que la rue au-dessus de la nôtre avait été touchée.» La deuxième nuit n'a pas été meilleure. *«Chaque fois que les explosions s'interrompaient, j'attendais l'éclair suivant, craignant qu'il ne touche notre maison. Ils ont dit qu'Israël avait prévenu les habitants de notre quartier d'évacuer. Mais où sommes-nous censés aller ? Au début, j'ai pensé que le déplacement serait pire que la mort. Puis j'ai réalisé que c'est la peur – le sentiment constant de ne pas être en sécurité – qui est pire. Je n'avais jamais imaginé que l'endroit que j'appelais ma maison serait un jour un piège. Je voulais rester de tout mon cœur. Mais je n'ai pas pu.»**

«Nous avons emporté quelques objets de première nécessité, explique Solmaz, qui s'est réfugiée avec sa famille à Qazvin, à 140 kilomètres au nord-ouest de Téhéran, chez un parent. Le voyage a duré quatorze heures, alors qu'il prend habituellement moins de trois heures. La circulation était un cauchemar. Les sirènes anti-aériennes résonnaient tout au long du trajet. J'avais l'impression que la ville entière fuyait. Je n'arrêtais pas de regarder les gens dans les autres voitures. Je savais qu'ils ressentaient la même peur. Une personne m'a souri. Une autre avait les larmes aux yeux. Quelqu'un avait attaché une cage à pigeons sur le toit de la voiture. Une autre avait des chats qui dormaient sur le tableau de bord. Une bicyclette d'enfant était suspendue à un porte-bagages.»

ADIEUX DÉCHIRANTS

Pegah, 27 ans, est une musicienne originaire d'une ville du sud de l'Iran. Après les frappes israéliennes sur sa ville natale, elle y est retournée, ouvrant ainsi sa porte aux Téhéranais fuyant la capitale. *«Au moins, nous offrons un abri», souffle-t-elle. Beaucoup de ses amis sont encore à Téhéran. «Sur les réseaux sociaux, je vois les uns après les autres des adieux déchirants – des amis postant des photos de leurs maisons alors qu'ils s'en vont. Chaque message m'écrase. Et je suis furieuse qu'à cause de quelques hommes violents obsédés par le pouvoir, nous ayons tous été entraînés dans ce cauchemar.»*

Entraîneur de taekwondo, Siavash, 29 ans, a choisi de rester à Téhéran pour aider les autres. *«Beaucoup de gens sont coincés ici – des personnes âgées, des handicapés, des gens qui ne peuvent pas partir et qui ne peuvent pas se débrouiller seuls. Je resterai et j'apporterai mon aide autant que je le pourrai. Chaque fois qu'une explosion se produit, je me rappelle ce qu'un ami m'a dit un jour : "Si tu l'entends, c'est qu'elle ne t'a pas touché. Si elle te touche, tu ne l'entendras pas."»* Il marque une pause. *«La peur est réelle. C'est le chaos, le hasard, le sentiment que n'importe lequel d'entre nous peut devenir un dommage collatéral.»*

«Mais comment suis-je censé partir ? [...] Je n'en ai pas les moyens, et je n'ai nulle part où aller.»

Abbas
53 ans



Des missiles iraniens vus depuis le sud de la bande de Gaza, dimanche. PHOTO AFP

Dans la région, des voisins inquiets pour leur stabilité

Les pays proches des deux belligérants observent avec crainte les attaques israéliennes et les répliques de Téhéran. Chacun tente d'éviter d'être entraîné directement dans le conflit.

Pris en sandwich entre Israël et l'Iran, Libanais, Syriens, Irakiens, Palestiniens et Jordaniens guettent, le nez au ciel depuis cinq jours et six nuits, les missiles, drones et chasseurs bombardiers qui passent au-dessus de leurs têtes. En Syrie, une femme a été tuée dimanche par l'éclat d'un missile tombé au sud de Damas, tandis que des maisons ont pris feu à Irbid, deuxième ville de Jordanie, touchée par la chute d'un autre engin brûlant. Au-delà des bavures directes, les peurs montent et se multiplient dans tous les pays arabes voisins des deux belligérants à mesure que la confrontation s'intensifie entre Israël et l'Iran. *«Il est impossible de dire où les frontières de ce champ de bataille se seront,»* s'est inquiété mardi le roi Abdallah II de Jordanie lors d'un discours devant le Parlement européen à Strasbourg. Comme tous les autres pays arabes, la Jordanie a condamné l'attaque israélienne contre l'Iran dès son déclenchement.

Escalade. Après une première condamnation dès vendredi, Mohammed ben Salmane, le prince héritier d'Arabie Saoudite, a appelé lundi Masoud Pezeshkian, le président iranien, lui présentant ses condoléances pour les Iraniens tués par les frappes israéliennes, qu'il a de nouveau condamnées. Le royaume, engagé depuis deux

ans dans une pacification de ses relations avec la république islamique d'Iran après des décennies de rivalité aiguë, craint une escalade mettant en péril la stabilité de toute la région.

Affichant une position de souveraineté s'écartant de tout conflit, Riyad a indiqué son refus d'ouvrir son espace aérien «à toute opération militaire, quelles que soient son origine et sa cible». Un message qui s'adresse tant aux deux belligérants qu'aux Etats-Unis, s'ils interviennent dans la bataille. *«La menace de l'Iran de s'attaquer, le cas échéant, à des cibles militaires américaines sur leur sol tétranise les pays du Golfe, qui se retrouvent dans une position très précaire géographiquement et économiquement»,* souligne Abdulaziz Sager, président du Gulf Research Center à Riyad, dans un article publié sur le site saoudien Arab News. *«Leur priorité absolue est d'éviter d'être entraînés dans le conflit, que ce soit comme champ de bataille ou cible de riposte indirecte»,* ajoute le chercheur.

Le spectre d'un blocage par l'Iran du détroit d'Ormuz, par lequel transite 20 % du trafic pétrolier mondial, hante les pays exportateurs de la région, comme l'ensemble des importateurs de pétrole, Europe en tête. La flambée des cours du brut que provoquerait une telle attaque serait une menace pour l'économie de tous. *«Le prix du baril pourrait monter jusqu'à 200 ou 300 dollars»,* dramatise un responsable irakien, prévoyant *«des conséquences économiques catastrophiques»* pour son pays en cas de fermeture du détroit d'Ormuz. En effet, 90 % des ressources de l'Irak proviennent des exportations d'hydrocarbures qui passent pour 95 % par le détroit menacé. L'Irak, où l'influence iranienne

reste dominante à travers des milices inféodées à Téhéran, cherche aussi à éviter d'être entraîné dans le conflit. Mais les partis chiites qui se disputent le pouvoir dans le pays sont divisés. Certains se mobilisent pour empêcher toute attaque iranienne contre des cibles américaines sur leur territoire et même dans les zones frontalières en Syrie. Ils ont réussi jusque-là à contenir d'autres milices pro-iraniennes, comme les brigades Hezbollah d'Irak, d'agir en solidarité avec Téhéran ; mais la tâche deviendra plus difficile si les hostilités se prolongent et que les Américains participent aux frappes.

Pressions. *«Les tentatives d'entraîner l'Irak dans la guerre sont pressantes»,* a indiqué un conseiller du gouvernement irakien au quotidien al-Arabi al-Jadeed, sans préciser d'où venaient les pressions. Niant avoir ouvert l'espace aérien du pays aux belligérants, il reconnaît que Bagdad n'a pas les moyens d'interdire son survol. Les forces américaines auraient neutralisé les radars de la défense antiaérienne irakienne pour sécuriser le passage des avions israéliens, selon le chef d'une milice irakienne. Les chasseurs iraniens traversent en effet les espaces aériens syrien et irakien pour mener leurs raids en Iran. Parmi les autres victimes collatérales de la confrontation en cours, la Syrie en pleine aspiration à un redressement économique après la levée des sanctions américaines, voit l'horizon s'assombrir à nouveau. Le pays risque de souffrir de la hausse des prix de l'énergie alors que la fourniture d'électricité se relève à peine après des années de pénurie. Même chose en Egypte, où des heures de coupure de courant viennent d'être imposées.

HALA KODMANI



L'ayatollah Ali Khamenei devant des officiers de l'armée de l'air, en février, à Téhéran. PHOTO REUTERS

«Khamenei n'a jamais été aussi proche de connaître la fin de son règne»

Cinq jours après le début des bombardements israéliens, l'historien spécialiste de l'Iran Abbas Milani estime que le Guide suprême apparaît plus isolé que jamais.

Pour le professeur irano-américain Abbas Milani, directeur des études iraniennes à Stanford, les mollahs sont aujourd'hui dans une impasse, embourbés dans une guerre impossible à gagner. **Tuer l'ayatollah Ali Khamenei, figure du régime iranien, «ne mènera pas à une escalade du conflit, cela mettra fin au conflit» entre Israël et l'Iran, a déclaré lundi le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Le Guide suprême semble être maintenant la cible numéro 1 et un changement de régime, un objectif assumé?**

Eliminer Khamenei ne veut pas forcément dire entraîner directement un changement de régime. Cela reviendrait certes à supprimer un élément très puissant de la république islamique. Mais tuer Khamenei reviendrait aussi à éliminer celui qui s'oppose de la manière la plus intransigeante à toute forme de négociation sérieuse sur la question nucléaire et qui est par ailleurs

strictement opposé à l'existence de l'Etat d'Israël. L'éliminer représenterait donc un coup très fort contre le régime mais n'entraînerait pas nécessairement un effondrement immédiat.

Israël espère sans doute que si Khamenei tombe, certaines personnes au sein du régime iranien, critiques de la stratégie du Guide suprême – qui a viré au fiasco – vont se révéler. Il peut y avoir un nouveau régime n'ayant pas pour base idéologique la confrontation avec Israël et les Etats-Unis et pour projet un programme nucléaire militaire. En Iran, il y a des forces qui réalisent depuis longtemps que la politique actuelle est un désastre, mais elles étaient inaudibles et impuissantes car Khamenei avait une emprise très forte sur les services des renseignements et les Gardiens de la révolution [la milice du régime, ndlr].

Aujourd'hui, le commandement de ces derniers a été très fortement atteint et la direction du renseignement a presque complètement disparu. A supposer que Nétanyahou ne veuille pas de changement de régime complet, il est certain qu'il veut chasser du pouvoir la constellation de Khamenei et de ses proches.

Quelles sont les forces en Iran qui peuvent représenter cette autre voie?

Il y a un tas d'anciens commandants des Gardiens de la révolution ou d'anciens ministres ou politiques qui ont affirmé de manière incessante que la politique actuelle ne menait qu'au désastre. Même au sein des médias iraniens, certains ont interrogé la stratégie d'isolation et de provocations envers l'étranger. Est-ce que ces forces seront suffisantes pour tenir le pays, et est-ce que le peuple les acceptera, cela reste à voir. Sachant à quel point le renseignement

iranien est infiltré en Iran, les Israéliens ne peuvent ignorer qu'il existe des alternatives au sein même du pays et cela doit entrer en jeu dans leur raisonnement.

Khamenei semble très isolé, beaucoup de ses commandants ont été tués, quelle marge lui reste-t-il?

Khamenei n'a jamais été aussi proche de connaître la fin de son règne. Je pense qu'il a peur, car il a perdu toute sa garde rapprochée. Il a fait un seul commentaire public aux médias, juste après le début des hostilités, en disant : «Tout va bien se passer, on va gagner.» Mais cela n'a aucun sens, il le sait très bien.

On n'a pas besoin d'écouter la propagande israélienne pour connaître la réalité sur le terrain : la population souffre, il y a beaucoup de destructions, il n'y a pas d'essence, les approvisionnements en nourriture s'amoindrissent, beaucoup d'Iranians ont été tués, d'autres le seront encore. Dans quel but? Le régime iranien riposte en envoyant tout son arsenal en direction d'Israël, c'est une manière de garder les troupes motivées et de montrer qu'ils n'ont pas abandonné, mais ils savent très bien que c'est une guerre impossible à gagner. Par sa violente rhétorique anti-israélienne et la poursuite du nucléaire militaire, Khamenei a la responsabilité directe d'avoir entraîné l'Iran dans une guerre inutile et impossible à gagner.

Les Iraniens se pensaient-ils étrangement à l'abri de toute attaque?

Ils ont été surpris. Les supporters du régime affirment qu'il s'agit d'une attaque sans provocation préalable. Mais si vous ne cessez de provoquer Israël et d'armer les milices autour, il faut s'attendre à ce que ça se produise un jour. Que le régime fasse semblant d'être surpris constitue une négligence criminelle. Pourquoi amener un pays au bord de la guerre sans le préparer? Quelle est la finalité stratégique d'enrichir de l'uranium tout en disant qu'on ne veut pas de bombe? Si l'Iran ne veut pas de bombe,



INTERVIEW

l'enrichissement ne sert à rien. Il y avait la voie sud-coréenne, celle du nucléaire civil. Mais ils voulaient effectivement une bombe, ils ont pris le chemin le plus coûteux vers cela. Des études ont été faites et si on fait le calcul de toutes les sanctions, tous les coûts additionnels, au moins 2 000 milliards de dollars ont été perdus pour l'économie iranienne ces dernières années. Je suis contre la guerre, en tant qu'Iranien, mais je comprends que, quand vous mettez un autre pays dans cette situation, s'il a la possibilité de vous détruire, il va le faire.

Que peut-il se passer maintenant?

Le régime sait qu'il ne peut pas continuer comme ça, dans une guerre impossible à gagner. Ils espèrent à ce stade une forme de médiation, que ce soit via les Etats-Unis ou l'Arabie Saoudite, la Turquie ou les autres pays arabes. Que l'un des acteurs persuade Trump de convaincre Nétanyahou d'arrêter les attaques, afin que les négociations puissent être relancées. Les Iraniens devront accepter un deal qui n'implique aucun enrichissement. Mais à ce stade, ils seront sans doute prêts à prendre n'importe quel accord.

Les Américains ne semblent pas très pressés d'arriver à un accord, néanmoins. Trump a affirmé qu'ils devaient «se battre un peu entre eux» et a démenti avoir quitté le G7 pour négocier un cessez-le-feu.

C'est vraiment ce que pense Trump, car c'est dans l'intérêt de ce que lui recherche, à savoir dégrader les capacités nucléaires iraniennes. Il ne faut pas oublier non plus qu'il pourrait être prêt à aider davantage Israël, s'il les sent réellement menacés. Par ailleurs, l'Iran aurait pu attaquer une base américaine en Irak ou ailleurs dans le monde arabe, mais ils n'ont pas tiré un seul coup de feu vers ces bases, car ils savent que s'ils le font, ce sera la fin pour eux : les Etats-Unis pourraient s'engager dans la guerre. Il ne reste plus au régime qu'une rhétorique inflammatoire, qui n'a stratégiquement aucun sens.

Pensez-vous que les événements actuels puissent mener à une révolte de la population contre le régime?

À ce stade, je ne vois pas un effondrement total de l'appareil sécuritaire et oppressif iranien. À l'intérieur, il reste encore très efficace : malgré les bombardements, beaucoup d'Iranians ont été arrêtés ces derniers jours [notamment pour des accusations d'espionnage en faveur d'Israël]. A moins que cela ne craque, je ne vois pas de changements venir de l'intérieur. Les autorités ne peuvent montrer leurs muscles que contre la population iranienne. Peu importe ce qu'ils font, qu'ils signent un accord ou non, qu'il y ait un soulèvement ou même un coup d'Etat interne pour remplacer Khamenei, je ne crois pas que le régime puisse survivre à cette guerre. On s'oriente vers un changement structurel majeur dans le pays.

Recueilli par
HAMDAM MOSTAFAVI

CE 18 JUIN 2025 LA SOLIDARITÉ EST MENACÉE



**Ce 18 juin 2025,
une ligne a été franchie.**

À partir de cette date, les prestations sociales comme le RSA, l'aide aux personnes âgées ou l'aide de compensation du handicap, qui relèvent de la solidarité nationale, reposent entièrement sur les Départements. Entre ce que l'Etat nous inflige et ce qu'il nous doit, il y a des vies et des territoires. Des citoyennes et citoyens pris entre le marteau de l'austérité et l'enclume du quotidien, des associations, des établissements médico-sociaux percutés de plein fouet par la moindre mesure « d'économie » imposée aux collectivités locales, des services publics, des infrastructures qui s'abîment faute de solidarité nationale. Les missions départementales n'ont pas à être « rentables » financièrement. Elles sont un investissement social et sociétal qu'il faut pérenniser. C'est ainsi qu'elles dynamiseront l'économie locale, l'insertion et l'inclusion de toutes et tous d'une part, et garantiront d'autre part la solidarité et la cohésion unes et indivisibles.



Par

DIEGO CALMARD

Envoyé spécial à Guadalajara

La peine accable Veronica Cruz. Robert, son fils de 16 ans, est parti pour Guadalajara, dans l'Etat de Jalisco, où il avait trouvé une offre de travail. Mais le jeune Mexicain n'est jamais revenu. C'était en mars 2024. Sa mère, inquiète, lui a fait un signe de croix sur le front en priant pour que Dieu l'accompagne. Mais après un mois, plus de nouvelles. En avril, Veronica fait une déposition pour disparition. Son fils appelle enfin : «Il était en pleurs, il disait qu'il travaillait comme sicario [tueur à gages, ndlr] pour le cartel et qu'on venait de tuer l'un de ses amis, qu'il voulait rentrer à la maison», sanglote Veronica. Les jours passent.

Au même moment, un bruit court au Mexique : des jeunes seraient enrôlés par les cartels avec de fausses annonces de boulot. Ces recrutements forcés, la plupart liés au narcotrafic, expliquent en partie l'explosion des disparitions au Mexique, passées de 80 000 début 2020 à 127 000 en 2024. Avec 15 000 disparus, le Jalisco est l'Etat qui compte le plus grand nombre de disparitions. A Guadalajara, la deuxième ville du pays, les rues sont remplies de milliers de regards : ceux des avis de recherche placardés par les familles et les collectifs. Lancée en 2006, la guerre contre les cartels qui se disputent un territoire grand comme 3,5 fois la France a fait près d'un demi-million de morts. Une «tragédie humaine» dénoncée par l'ONU.

La fille de Veronica recevra finalement, sur Facebook, un message d'un homme se présentant comme un ami de Robert qui lui annonce la mort de son frère. La police, elle, reproche à Veronica d'avoir laissé partir un ado de 16 ans qui avait arrêté ses études : peut-être consommait-il de la drogue et ne le savait-elle pas ? Au Mexique, l'argument de la minijupe opposé aux femmes venant porter plainte pour viol se décline pour tous les drames.

«J'ESPÈRE QU'IL S'ÉCHAPPERA UN JOUR»

Sauf que les enquêteurs n'enquêtent pas et que le temps passe, jusqu'à un appel anonyme, en novembre : «Un groupe rival l'a eu.

Votre fils est mort.» Puis, plus rien pendant quatre mois, jusqu'au 5 mars. Ce jour-là, le collectif Guerreros buscadores («Les guerriers chercheurs») qui s'est donné pour tâche de retrouver les disparus que l'Etat ne cherche pas, découvre à une grosse heure de route de Guadalajara un ranch abandonné ayant toutes les caractéristiques d'un centre d'entraînement du cartel de Jalisco Nueva Generación (CJNG), l'un des plus puissants du Mexique, qui n'existe pas en 2006, aujourd'hui présent dans 25 des 32 Etats du pays. Sa mère en est sûre, «Robert est passé par là». La

preuve ? La «dernière localisation qu'il m'avait donnée est à une demi-heure du ranch Izaguirre», devenu le symbole de ce recrutement forcé par les cartels. Dans le village de Teuchitlán, Guerreros buscadores a découvert des centaines de vêtements ainsi que des ossements calcinés dans des trous à même le sol qui auraient pu servir de four crématoire.

Les parents ont également trouvé des hâlates, des barres et des poids, de quoi muscler les nouvelles recrues.

Dans les centres gérés par les cartels hors des villes, «les recrues subissent des entraînements exténuants, confirme David Saucedo, consultant en sécurité. Ceux qui ne tiennent pas sont sacrifiés. D'autres meurent dans les rites

MEXIQUE

Dans les cartels, des recrues enrôlées de force et sacrifiées

La découverte d'os calcinés dans un camp près de Guadalajara a mis en lumière les méthodes des narcos qui piégent de très jeunes hommes, souvent envoyés à la mort après un entraînement éreintant. Face à l'inaction de l'Etat, des parents de disparus mènent l'enquête.

d'initiation. Les survivants intègrent l'organisation comme guetteur, tueur à gages, petit dealer ou bien pour tout autre type de travail.

Une fois qu'ils sont enrôlés, le piège se referme : on menace de s'en prendre à leur famille. «La précarité et l'inefficacité de l'Etat motivent également le volontariat, ajoute David Saucedo, tout comme la narco-culture», véhiculée par la musique des «narcocorridos», en vogue au Mexique, dont les paroles à la gloire des trafiquants font polémique.

Les collectifs savent que la plupart des disparus sont morts et enterrés quelque part. Désespérés, leurs proches creusent dans le désert ou les zones abandonnées du Mexique. Une jambe ou un crâne retrouvé et le deuil est plus facile. Pelle en main, Lorena Cabrera cherche depuis deux ans son fils Irving, dont le portable a cessé d'émettre à 47 kilomètres de Teuchitlán. Face

à la lenteur de l'enquête, elle ne se rend plus au bureau du procureur spécialisé en disparitions : «Ça me rend folle. On sait que l'autorité, les procureurs et les chefs de police sont de mèche. En découvrant le ranch, j'ai ressenti une énergie intense, j'ai senti qu'Irving était passé là. J'espère qu'il a été enrôlé et qu'il s'échappera un jour.» L'espoir fait vivre ces mères de disparus mais parfois, il les

condamne. Le 24 avril, María del Carmen Morales, membre du collectif Guerreros buscadores, a été assassinée devant chez elle. Le prix à payer pour enquêter sur les cartels à la place de l'Etat.

Le scandale du ranch Izaguirre a pris de l'ampleur quand les Mexicains ont appris que la garde nationale l'avait perquisitionné en septembre 2024, sans pousser plus loin les fouilles. «C'est quand même la preuve de la complicité des autorités», souffle Lorena Cabrera. Au Mexique, corruption et impunité forment l'alliance parfait pour que les cartels prospèrent. Suspecté par Guerreros buscadores depuis le début, le maire de Teuchitlán a d'ailleurs été arrêté début mai pour «délinquance organisée et disparitions forcées».

Témoignant sous couvert d'anonymat, un ancien employé du CJNG qui s'est échappé

confirme : «A Izaguirre, ils sont tous de mèche. Les polices municipales, l'armée, les maires, tous sont avec le cartel Jalisco.»

«ÉVIDEMMENT, LES AUTORITÉS SONT COMPLICES»

Embarrassé, le procureur général de la République, Alejandro Gertz Manero, a réfuté la présence d'os humains avant de déclarer qu'il n'y avait à Izaguirre «aucune preuve qui accorde qu'il s'agisse d'un centre de crémation». Les Guerreros buscadores n'acceptent pas cette version. Sur son téléphone, Indira Navarro, la cheffe du collectif, montre une vidéo prise le jour de la découverte du ranch. «Regarde, ce sont des os, dit-elle en pointant la centaine de morceaux blancs qu'elle a déterrés d'un trou béant dans le sol. Évidemment, les autorités sont complices, sinon, ils l'auraient trouvé à notre place et l'information aurait été diffusée. Le ranch Izaguirre a fait évoluer l'opinion sur les disparitions et sur le recrutement forcé, mais aussi sur la complicité de l'Etat».

La violence des cartels est une réalité que peine à regarder la présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, qui a refusé de parler de «disparition forcée avec l'implication de l'Etat». Les découvertes au ranch Izaguirre n'ont pour l'instant pas ébranlé sa popularité, qui se maintient autour des 80 % après sept mois de mandat, mais la crise des disparus reste son plus grand défi. ♦

«[Ceux qui ont survécu à l'entraînement] intègrent l'organisation comme guetteur, tueur à gages, petit dealer ou bien pour tout autre type de travail.»

David Saucedo consultant en sécurité



Des agents de la garde nationale du Mexique



arrivent au ranch Izaguirre, soupçonné d'avoir servi de camp d'entraînement à un cartel, le 20 mars à Teuchitlán. PHOTO ANADOLU AFP

Trafic d'avocats, immobilier... les narcos blanchissent toujours plus large

Dix-neuf ans après le début de la «guerre» menée par le gouvernement contre les cartels, les organisations mafieuses ont diversifié leurs activités et semblent plus puissantes que jamais.

Les affaires marchaient bien pour Alexis Garcia. En 2022, ce commerçant de 22 ans venait d'ouvrir un magasin de produits bio dans la banlieue de Mexico quand il a reçu un appel : «Vous devez payer 10 000 pesos par semaine pour votre sécurité.» L'équivalent de 500 euros, soit un quart de ses

recettes. Un cas typique de *derecho de piso*, ce «droit du sol» pratiqué par les cartels qui frappe de plus en plus de Mexicains. «J'ai refusé, mais deux semaines après, trois hommes armés sont venus nous menacer, se souvient le jeune homme. Ils ont dit : "On sait où étudie ta sœur." Avec mon équipe, on a cédé. Là, on a compris que d'autres commerçants vivaient la même chose. Alors un jour, on est venus à l'aube, on a tout rangé et abandonné le local.»

Même si le narcotrafic reste, grâce à l'explosion du fentanyl – une drogue de synthèse bien plus rentable que la cocaïne –, la principale source de revenus des cartels mexicains, ces derniers ont développé leurs activités pour régner et multiplier leurs revenus. Comme le racket, mais

aussi les «taxes» sur l'alimentation de base ou le transport et la production de produits agricoles.

«Investisseur». Dans les montagnes du sud du Mexique, l'Etat du Michoacán est la capitale mondiale de l'avocat, avec près de 30 % du marché, selon les chiffres du gouvernement mexicain et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Sauf que la quasi-totalité des producteurs subissent la loi de l'un des plus grands cartels du pays, la Familia Michoacana. «Une grosse caisse d'avocats Hass coûte autour de 5 000 pesos [230 euros, ndlr], décrypte l'économiste Ignacio Martinez. Mais la caisse finit par coûter 40 % de plus lors des étapes de distribution,

un impôt qui revient directement au crime organisé.» Consommé depuis des millénaires, l'avocat est devenu cher au Mexique, entre 3,5 et 5 euros le kilo. Le lait, les œufs, le citron vert, le maïs, la tomate mais aussi la tequila sont aujourd'hui taxés par les cartels. «Le crime organisé ne trafique plus seulement des produits illégitimes, explique le directeur de l'institut Transparency Mexicana, Eduardo Bohórquez. Et vu sa capacité logistique, il a commencé à transporter des produits courants.» Le cartel passe de l'extorsion au transport pour finalement devenir un acteur de la production : «C'est une façon de blanchir de l'argent mais pas seulement : le cartel devient un investisseur comme un autre.»

Les Mexicains voient aussi le prix de l'essence augmenter en raison des prélevements illégaux de carburant, le *huachicol*. Dans le centre du pays, des cartels de petite taille s'affrontent le long des oléoducs de la compagnie nationale Pemex, qui perd plus d'un milliard de dollars par an, selon l'Observatoire citoyen de l'énergie. «La pêche aussi est taxée», ajoute le consultant en sécurité auprès d'institutions publiques David Saucedo, faisant référence au cartel du Golfe, mais aussi aux ports maritimes du Pacifique, que les cartels de Jalisco et de Sinaloa ont infiltré pour faire venir de Chine les substances nécessaires à la fabrication de fentanyl. Via leurs liens avec des mafias chinoises, le crime organisé mexicain donne également dans le trafic d'animaux exotiques. Sous un vernis de respectabilité, les cartels sont aussi actifs dans la construction et le tourisme. «Ils investissent dans l'immobilier pour blanchir, mais c'est aussi un marché très attrayant», décrypté le directeur de l'institut Transparency Mexicana. Dans un rapport publié en 2024, la cheffe de l'Administration de lutte contre la drogue aux Etats-Unis, Anne Milgram, écrit que les cartels «utilisent à grande échelle des systèmes bancaires clandestins basés en Chine comme leur principal mécanisme de blanchiment d'argent». Pour pouvoir exister sur tout le territoire, ils s'appuient sur des gouvernements locaux corrompus. «Ils ont leurs contingents armés, mais ils agissent aussi grâce à la protection d'appuis politiques ainsi qu'au financement de la part d'entrepreneurs régionaux», explique David Saucedo.

«Hypercapitalistes». Mais si le crime organisé mexicain agit dans la cité, comme quand ses membres distribuaient des vivres pendant le Covid-19, c'est uniquement pour servir ses ambitions économiques. «Contrairement à Pablo Escobar en Colombie dans les années 1980, les narcos mexicains n'ont aucune vocation sociale et idéologique, analyse Eduardo Bohórquez. Il s'agit de corporations hypercapitalistes dont les chefs préfèrent l'anonymat.»

Seul Joaquín «El Chapo» Guzmán fait exception : l'ex-capo du cartel de Sinaloa est connu pour s'être évadé en 2014, avant d'être recapturé en 2015, payant le prix de sa soif de célébrité. Dans l'Etat de Jalisco, «99 % des habitants ne connaissent pas le visage du leader du CJNG [le cartel de Jalisco Nueva Generación], "El Mencho" [Nemesio Oseguera Cervantes], mais tout le monde connaît le nom, le sigle et le logo du cartel», fait remarquer Eduardo Bohórquez. Difficile dans ces conditions de quantifier le nombre de Mexicains dans ces organisations : les chiffres varient de 300 000 à 800 000 personnes, si on inclut les petits trafiquants et les guetteurs. Et en raison de l'interconnexion de leurs activités, formelles et informelles, les spécialistes s'accordent sur le fait qu'il est impossible de connaître leurs vrais revenus.

D.C.

Correspondant à Mexico

Par
LAURENT LÉGER

La publication des déclarations de patrimoine et d'intérêts des ministres avait été repoussée et retardée, tant les changements de gouvernements successifs, ainsi que les élections européennes et législatives anticipées, ont freiné en 2024 l'activité de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). Crée en 2013 après le scandale Cahuzac, cette autorité indépendante a été submergée l'année dernière par plus de 13 000 déclarations de ministres et d'agents publics à vérifier (contre 8800 en 2023), alors qu'elle ne dispose que de 75 collaborateurs qui peuvent enquêter auprès des autorités fiscales, sans bénéficier des pouvoirs intrusifs de police judiciaire.

Mais voilà en tout cas l'œuvre de transparence accomplie, et les patrimoines des ministres de François Bayrou ont été rendus publics le 10 juin. Surprise : celui de Rachida Dati a grossi d'environ 400 000 euros depuis son entrée dans le gouvernement de Gabriel Attal, en janvier 2024, apprend-on en décryptant ses deux déclarations de patrimoine déposées les 5 février et 21 mars, les dernières à faire foi. Une augmentation notamment due aux sommes portées à un compte courant à la Bred et à un compte titre géré par CIC Market Solution. Qu'en est-il des 420 000 euros de bijoux qui lui ont été offerts entre 2017 et fin 2023 par son compagnon de l'époque Henri Proglio, l'ancien PDG de Veolia et d'EDF, des cadeaux révélés par *Libération*? Ils manquent toujours à l'appel.

Le 9 avril, l'enquête de *Libé* dévoilait que la ministre de la Culture aurait omis, dans sa déclaration publiée en juin 2024, 19 pièces de joaillerie, dont la valeur individuelle dépassait chacune 10 000 euros – le seuil minimal à partir duquel tout «bien mobilier» d'une valeur supérieure doit être inscrit dans le document remis à la HATVP par les agents publics qui y sont également tenus, qu'il s'agisse d'œuvres d'art, de meubles, de bijoux ou autres.

DES VISITES RÉGULIÈRES CHEZ LES JOAILLIERS

Parmi les coûteuses pièces qui sont entrées dans le patrimoine de Rachida Dati, on trouve notamment des montres Chopard (un modèle acheté le 9 septembre 2023 pour 32 000 euros) ou Cartier (l'une acquise pour 29 000 euros le 20 novembre 2018, une autre réglée 18 300 euros le 17 janvier 2023), des bagues (par exemple, une Cartier achetée 68 500 euros le 26 décembre 2017), des bracelets (dont un de la maison Bulgari, payé 28 900 euros le 8 février 2022) ou des colliers (un Pomellato, entre autres, réglé 16 020 euros le 25 septembre 2020). Et d'autres encore. Si c'était «vrai», avait déclaré la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas, après la publication de nos informations, la ministre de la Culture devrait «régulariser» sa situation.

C'est si vrai que, sollicité par *Libération*, Henri Proglio sort de son silence par la voix de son avocat Pierre-Emmanuel Blard. Particulièrement discret jusqu'à présent, l'homme d'affaires, toujours influent dans le secteur de l'énergie, de l'aéronautique et dans nombre de cercles économiques et industriels, refusait jusque-là de s'exprimer. Son histoire avec Rachida Dati est notoirement connue du public, notamment grâce à la photo prise au soir de l'élection en 2007 de Nicolas Sarkozy à l'Elysée, au cours de la fameuse soirée du Fouquet's réunissant les proches du nouveau chef de l'Etat. Tous deux y figurent au premier rang, au plus près du couple présidentiel.

Henri Proglio confirme aujourd'hui avoir remis à Rachida Dati cette collection de montres de luxe, colliers et bracelets, ●●●



Rachida Dati, le 29 février 2024 à Paris, arborant un collier Pomellato acheté 16 020 euros. PHOTO ARNOLD JEROCKI. GETTY IMAGES



Le 27 mars à Lens. BLANQUART C. ANDIA.FR



Le 31 mars à Paris. ELIOT BLONDET. ABACA



Le 16 juillet 2024

PATRIMOINE DES MINISTRES Où sont passés les bijoux de Rachida Dati ?

Alors que son ancien compagnon, l'ex-PDG de Veolia et EDF Henri Proglio, confirme à «*Libération*» lui avoir remis 420 000 euros de parures entre 2017 et 2023, la ministre de la Culture les a omis dans ses dernières déclarations publiées par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

ENQUÊTE



à l'Elysée. C. LIEWING. CORBIS. GETTY IMAGES

●●● notamment depuis 2017 et jusqu'à quelques semaines seulement avant leur rupture en janvier 2024, au moment où cette dernière a rejoint le gouvernement de Gabriel Attal. Ils se rendaient souvent ensemble chez les joailliers ou dans un célèbre magasin multimarques de l'avenue Victor Hugo, à Paris, dans lesquels la maire du VII^e arrondissement et future ministre de la Culture ne passait pas inaperçue. Le bon client Proglio, qui bénéficiait parfois de prix avantageux chez certaines maisons, réglait les achats grâce à sa carte bancaire.

«Oui, répond son avocat Pierre-Emmanuel Blard à *Libération*, M. Henri Proglio a bien offert tous ces bijoux à Mme Rachida Dati. Il confirme également n'en avoir jamais demandé la restitution, et ne les avoir jamais récupérés.» Pourtant la ministre n'a pas cru bon, à ce stade, de régulariser sa situation en déposant auprès de la HATVP une déclaration modificative, comme elle aurait pu le faire. Lors de sa dernière prise de position publique, sur France Inter le 7 mai, Rachida Dati avait crânement assuré: «J'ai rien à régulariser. Je n'ai jamais été prise en défaut sur aucune déclaration. Donc c'est pas aujourd'hui que ça va commencer.»

Aujourd'hui, ses conseils Olivier Baratelli et Olivier Pardo expliquent à *Libération* que leur cliente, qui réitère ses menaces judiciaires contre notre journal, «respecte parfaitement ses obligations déclaratives», auxquelles elle se serait «parfaitement conformée». Ils expliquent que la «liste» des 19 pièces

serait «fausse», et assurent en même temps que «la valeur d'un objet, d'un meuble ou d'un bijou est prise en compte au jour de sa déclaration et non pas à sa valeur d'achat». Difficile de comprendre si Rachida Dati détient toujours les bijoux, se contentant de contester leur valeur, ou si elle n'en a gardé qu'une partie. Pour un précédent article, ses avocats assuraient que la ministre «n'a jamais été ni destinataire, ni bénéficiaire et encore moins propriétaire» de ces «achats prétendus».

DES BIENS VENDUS, DONNÉS, DÉVALUÉS ?

Mais si par miracle le collier Pomellato acheté 16 020 euros vaut aujourd'hui moins de 10 000 euros, et ne mérite donc pas d'apparaître sur sa déclaration de patrimoine, où sont passées les autres pièces acquises pour des fortunes, la bague Cartier à 68 500 euros, le bracelet Repossi à 35 933 euros ou la montre Cartier à 29 000 euros? La cassette ne vaudrait donc plus un clou? Rachida Dati s'est-elle volontairement défaite de ses parures d'or et de diamants avant d'entrer au gouvernement le 11 janvier 2024? Elle a pu les vendre: dans ce cas, la vente d'un bijou ou d'une montre, si le montant est supérieur à 5 000 euros, doit être déclarée aux impôts et est «soumise au paiement de la taxe forfaitaire sur les objets précieux», indique le site gouvernemental Service Public. «Pour cette catégorie, elle s'élève à 6% du prix du bien, à laquelle s'ajoute la CRDS [contribution pour le remboursement de la dette sociale] s'élevant à 0,5%.» En revanche, si elle s'est débarrassée des cadeaux d'Henri Proglio en les donnant à un ou une heureuse donataire, l'opération s'analyse en un don manuel. Dans ce cas, et d'autant plus au vu de la valeur des bijoux, une déclaration doit être faite aux autorités fiscales «par celui qui reçoit le don», explique encore Service Public. Des taxes sont susceptibles de devoir être payées par le donneur, selon les cas.

En tout cas, les réponses fournies par Dati ne permettent pas de lever le mystère. La cassette à bijoux de cette dernière est en réalité bien plus importante que 420 000 euros, tant les bagues, bracelets et pendentifs de grandes marques s'y sont accumulés au fil des ans, mais d'une valeur unitaire inférieure à 10 000 euros, ce qui les dispense d'être listés auprès de la HATVP. A chaque fois, c'est Henri Proglio qui passait à la caisse.

Hors bijoux, le patrimoine déclaré par Rachida Dati reste néanmoins plus que conséquent: il s'élève à environ 6 millions d'euros sous forme de biens immobiliers en France et au Maroc, de nombreux comptes courants et titres de sociétés, d'assurances vie ou de produits d'épargne. La ministre de la Culture figure même sur le podium du classement des multimillionnaires du gouvernement, après Marc Ferracci, ministre de l'Industrie (23 millions d'euros de patrimoine net) et Eric Lombard, ministre de l'Economie et des Finances (21 millions d'euros).

Avec l'épée de Damoclès d'un éventuel renvoi en correctionnelle pour notamment «corruption» dans l'affaire Renault pesant au-dessus de sa tête (*lire encadré*), avec les révélations de *Complément d'enquête* et du *Nouvel Obs* sur ses liens anciens avec le groupe GDF-Suez, Rachida Dati traverse une passe difficile. L'affaire des bijoux pourrait de surcroît pousser la HATVP à saisir la justice, comme elle peut le faire si elle décèle une intention frauduleuse ou une omission substantielle, ou d'autres autorités à signaler les faits au procureur de la République. ◀

DU PARLEMENT EUROPÉEN AU QATAR, LES AFFAIRES QUI PLOMBENT LA MINISTRE

Celle qui a été il y a longtemps magistrate connaît désormais l'autre facette de la justice, celle des interrogatoires dans les cabinets des juges d'instruction et des opérations de police. La ministre de la Culture, Rachida Dati est en effet mise en examen depuis juillet 2021 pour «corruption passive» et «trafic d'influence passif par personne investie d'un mandat électif public» dans l'enquête ouverte après la chute du PDG de Renault-Nissan, Carlos Ghosn. Alors eurodéputée, elle est soupçonnée d'avoir perçu 900 000 euros entre 2010 et 2012, selon elle en rémunération de prestations d'avocate. Les juges d'instruction ainsi que le Parquet national financier (PNF) y voient, eux, du lobbying conduit dans l'enceinte du Parlement européen au profit de Renault - une

activité interdite à tout élus. Le PNF a signé un réquisitoire définitif en novembre demandant son renvoi en correctionnelle, mais elle en a aussitôt attaqué la validité devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris. L'arrêt sera rendu le 26 juin. L'ordonnance de non-lieu ou de renvoi devrait être signée par les juges d'instruction dans la foulée avec éventuellement un procès audiencé dans quelques mois. Lors de l'audience, en mars, le parquet général a demandé le rejet de la requête et a pointé du doigt le fait que Dati avait multiplié les recours pour tenter d'éviter un procès, ou en reculer l'échéance le plus longtemps possible. La chambre de l'instruction a plusieurs fois ces dernières années rejeté ces recours. Une autre affaire est susceptible de rattraper

un jour la future candidate LR à la mairie de Paris : la détention arbitraire au Qatar d'un de ses proches, Tayeb Benabderahmane, un homme d'affaires gravitant dans l'entourage de Nasser al-Khelaïfi, le patron du PSG, et d'anciens policiers de la DGSI. Ce ressortissant franco-algérien, qui fréquentait autant Rachida Dati que l'ex-ministre Yamina Benguigui, toutes deux surnommées «marraine» dans ses contacts téléphoniques, avait été libéré dans des conditions qui interrogent la justice. C'est dans ce cadre qu'une information judiciaire a été ouverte et qu'une perquisition a été menée à la mairie du VII^e arrondissement, celle de Dati, ainsi qu'au cabinet de deux avocats. A ce stade, aucune mise en examen n'a été prononcée dans ce dossier.

L.L.

Libération

ABONNEZ-VOUS DÈS MAINTENANT!

Offre intégrale
34,90€ par mois
au lieu de 76,60€
prix de vente
au numéro

Abonnez-vous ici

ou par téléphone
au 01 55 56 7140
du lundi au vendredi
de 9H à 18H

- Le journal papier livré chez vous
- L'accès à tous les contenus du site et de l'application

La Poste cherche PDG, adresser lettre de motivation à l'Elysée

Philippe Wahl quittera le groupe le 25 juin après douze ans à sa tête. Au-delà d'une transformation économique déjà enclenchée, celui ou celle qui lui succèdera devra en gérer les conséquences sociales.

Par
MARGO MAGNY

A près avoir passé douze ans sous la direction de Philippe Wahl, la Poste s'apprête à changer d'ère. Le PDG du groupe devrait passer le flambeau le 25 juin, date du prochain conseil d'administration. Comme le prévoit l'article 13 de la Constitution, le nom qui sera présenté par le président de la République pour diriger l'entreprise à capitaux publics devra ensuite être validé par les deux chambres du Parlement en commission des affaires économiques. A l'Elysée, on se refuse à tout commentaire. Le choix ne sera en tout cas pas discuté à Bercy. Un décret paru au Journal officiel le 25 mai empêche le ministre de l'Economie et des Finances, Eric Lombard, de s'impliquer dans le dossier. En rejoignant le ministère en décembre, ce dernier a quitté la direction de la Caisse des dépôts et consignations,

actionnaire majoritaire du groupe la Poste. Il a donc été contraint de se déporter du dossier afin de ne pas risquer de conflit d'intérêts.

450 000 EUROS DE RÉMUNÉRATION

Le choix tarde et un nom est déjà largement discuté parmi les présents pour prendre la tête de l'entreprise. Selon une source proche du dossier, Stéphane Dedeyan, président du directoire de la Banque postale et soutenu selon plusieurs sources par le PDG actuel, tiendrait la corde parmi les quatre candidats sélectionnés par le comité des nominations – des noms parmi lesquels Emmanuel Macron n'est pas tenu de piocher. Mais rien n'est fait, selon cette même source. Sa candidature est en effet désormais associée au sujet sensible du plafond de rémunération appliquée aux entreprises contrôlées par l'Etat, soit 450 000 euros annuels. Le 20 mai, un article du *Canard enchaîné* révèle

lait que Stéphane Dedeyan souhaiterait conserver son salaire de la Banque postale : un fixe de 610 000 euros par an, auquel peuvent s'ajouter 40% de variable. Sur le papier, c'est possible : en 2020, la Caisse des dépôts est devenue actionnaire majoritaire du groupe la Poste. L'Etat n'en a conservé que 34%. La Caisse des dépôts n'étant pas juridiquement l'Etat, ce plafonnement des 450 000 euros de rémunération ne s'appliquerait pas. Mais, souligne timidement l'un de ses membres, «à la Caisse des dépôts, on s'applique ce plafonnement»... Le salaire de Stéphane Dedeyan à la Banque postale «a été établi dans les règles et validé par les syndicats, je ne vois pas le problème», a lancé Philippe Wahl samedi au micro de France Inter, pour tenter d'enrayer la polémique naissante. Une limite pourtant essentielle pour plusieurs collaborateurs, d'autant que l'enjeu sera de conserver la bonne qualité du dialogue social. «C'est important

cette histoire de plafonnement, c'est un sujet sensible, même si juridiquement on peut sortir de ce cadre», dit un syndiqué qui a encore en travers de la gorge la limitation des augmentations salariales à 1,3% pour la majorité des salariés en 2025. En attendant, Stéphane Dedeyan n'est pas le seul candidat en lice. Nathalie Collin, directrice générale adjointe chargée de la branche grand public et du numérique (et coprésidente du directoire de Libération de 2009 à 2011), est l'autre candidate en interne. Dans son entourage, on met en avant son programme qui veut porter «une vision proche des territoires et de l'avenir des missions de service public tout en garantissant une solidité financière».

Les deux autres viennent de l'extérieur : d'un côté Claire Waysand, la secrétaire générale d'Engie, qui doit quitter le 15 juillet ce poste qu'elle avait rejoint en 2019 après une carrière de haut fonctionnaire passée

notamment par les cabinets socialistes (celui de Jean-Marc Ayrault à Matignon et celui de Michel Sapin à Bercy), de l'autre l'ancien directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy puis de Michel Barnier rue de Varenne, Jérôme Fournel. Selon son entourage, ce dernier reste «très motivé» à l'idée d'emboîter le pas à Philippe Wahl.

«APPROCHE HUMAINE OU FINANCIÈRE»

Quel que soit le successeur qu'Emmanuel Macron choisira, «on attend un plan stratégique robuste, Philippe Wahl était très apprécié des postiers, il connaît bien le métier», prévient un employé syndiqué de la Poste. «Reste à savoir si la personne qui lui succédera sera dans la continuité avec une approche humaine ou si celle-ci sera plus financière», explique pour sa part le député socialiste de Haute-Garonne Jacques Oberti. «Il a réussi à relever de nombreux défis, comme la



Philippe Wahl, président-directeur général sortant du groupe la Poste, à Paris, en 2018.

Devoir de vigilance: le manquement du groupe confirmé en appel

La justice a rejeté mardi la demande d'appel de la Poste, condamnée en 2023 pour l'emploi de salariés sans-papiers via un système de sous-traitance.

«**C**’est un signal fort pour le gouvernement qui veut faire passer la compétitivité et les profits avant les droits humains.» En 2021, Nicolas Galepides et d’autres salariés SUD-PTT ont épingle le groupe La Poste pour l’emploi de travailleurs sans papiers chez Chronopost, via un système de sous-traitance. Mardi, la cour d’appel, qui a jugé le devoir de vigilance du groupe «non conforme aux exigences légales» en 2023, a réaffirmé son jugement en rejetant la demande d’appel de l’entreprise.

«Combler les lacunes»
La Poste avait été condamnée à compléter son plan de vigilance «par une cartographie des risques», l’une des mesures rendues obligatoires par la loi qui contraint les grandes sociétés (plus de 5 000 salariés en France et plus de 10 000 dans le monde) à publier un plan de vigilance sur les risques humains et environnementaux de leurs activités.

Si d’autres multinationales sont dans le viseur des ONG, telles TotalEnergies, BNP Paribas et Casino, la Poste est, à ce jour, la

seule à avoir été condamnée pour manquement à son devoir de vigilance. En 2019, «SUD-PTT a repéré que Chronopost, dans le quartier Maisons-Alfort à Paris, faisait trier les colis la nuit à des sans-papiers via une boîte d’intérim», rappelle Nicolas Galepides. Avant d’utiliser cette loi de 2017 qui sert selon lui à «combler les lacunes» du code du travail, SUD-PTT avait contacté la Poste. «Ils nous ont répondu qu’ils n’étaient pas concernés par les actions des sous-traitants», s’agace-t-il encore.

Lors de sa demande d’appel finalement rejetée, le groupe défendait dans un communiqué que la loi de 2017 n’avait «fait l’objet d’aucun décret d’application ou de lignes directrices, laissant les entreprises qui y sont soumises dans une grande incertitude juridique». La Poste relevait aussi que le syndicat avait été débouté de plusieurs de ses demandes, notamment sur celles «relatives aux mesures de vigilance complémentaires concernant la sous-traitance», ce qui prouve, pour le groupe, la faiblesse de leurs accusations. «La cour d’appel a fait son travail en reconnaissant les manquements de la Poste», estime l’administrateur SUD-PTT Nicolas Galepides.

Texte trop contraignant

La loi française relative au devoir de vigilance a été adoptée à la suite de l’effondrement du Rana Plaza, l’immeuble de Dacca, au Bangladesh, qui abritait un atelier de confection et dont l’écroulement en 2013 a provoqué la mort de 1127 personnes.

Alors que, sur le plan européen, le Parlement a adopté en avril 2024 une directive initialement soutenue par la France, plusieurs chefs d’Etats décrivent aujourd’hui un texte trop contraignant et veulent faire machine arrière. Après le chancelier allemand Friedrich Merz, au sommet Choose France 2025, Emmanuel Macron a formulé le souhait de supprimer cette directive afin de favoriser la compétitivité des entreprises. «La France a pourtant été pionnière sur le sujet», regrettait Marcellin Jehl, juriste des Amis de la Terre, lors d’un rassemblement mardi aux Invalides, à Paris, visant à alerter sur la mise en danger de cette loi. Il déplore que «le mot d’ordre qui aujourd’hui est la simplification, soit en réalité devenu de la dérégulation».

M.My.

PHOTO DENIS ALLARD

suppression du timbre rouge qui a modifié les délais de livraison et la diversification des services, ce qui a permis de maintenir à flot la multinationale, tout en faisant attention à ses salariés», décrit l'auteur d'un amendement sur le projet de loi de finances pour 2025 – tombé avec le 49.3 – qui proposait d'augmenter de 300 millions d'euros la compensation versée à la Poste au titre de ses missions de service public. Samedi, sur France Inter, Philippe Wahl déplorait la «sous-compensation de l'Etat d'1,2 milliard d'euros sur ces missions». Le sujet devrait revenir sur le tapis à l'automne, lors des discussions au Parlement sur le budget de l'an prochain dont dépendent les quatre missions de service public de la Poste (aménagement du territoire, service universel postal, accessibilité bancaire et distribution de la presse). Depuis le début de son mandat, Philippe Wahl a opéré une transformation du groupe, menacé

par la baisse du volume de plis. En 2023, six milliards de courriers ont été distribués, c’était trois fois plus en 2008. Des activités de colis numérique, de banque et d’assurance ont été développées, «tout ça en prenant en compte les salariés», assure Stéphane Chevet, syndiqué CFDT. Présente dans une soixantaine de pays, l’entreprise s’est

«L’enjeu social est élevé, c'est la première entreprise française en nombre de salariés avec 240 000 employés en France.»

Un salarié

déployée à l’étranger avec Geopost, notamment, premier réseau de livraison expresse de colis en Europe. En 2024, près de la moitié de son chiffre d’affaires – qui s’élève à 34,6 milliards d’euros selon un communiqué de la Poste – provient de ses activités internationales. La même année, son bénéfice net a quasiment triplé pour atteindre 1,4 milliard d’euros. Mais cette progression est surtout liée à la cession des 51% du groupe la Poste mobile – coentreprise de téléphonie mobile créée en 2013 avec SFR – revendue en juillet 2024 à Bouygues Telecom.

«UN LEVIER POUR UNE NOUVELLE VIE»

«L’enjeu social est élevé, c'est la première entreprise française en nombre de salariés avec 240 000 employés en France. La transformation opérée a été colossale, maintenant il faut un levier pour une nouvelle vie», confirme

un salarié du groupe. La plupart des collaborateurs contactés retiennent le «bilan positif» de Philippe Wahl et ne s’étendent pas sur une période plus sombre traversée par leur entreprise. En 2017 et 2018, la Poste a été visée par une enquête après une série de suicides dans le département du Rhône. Le groupe avait déjà été mis en cause pour des faits similaires au début des années 2010. «Philippe Wahl est très doué pour enrober les choses, il ne faut pas oublier qu'environ 7500 emplois ont été perdus pendant son mandat», tient à rappeler Nicolas Galepides, administrateur SUD-PTT à la direction des achats de la Banque postale. A la CFDT, Stéphane Chevet estime qu’avec un «dialogue social abîmé» dans le pays, la personne qui prendra le relais a tout intérêt à assurer la qualité des échanges avec ses collaborateurs, «la transformation ne pouvant perdurer sans inclure le corps social». ◆

LIBÉ.FR

Une «spectaculaire» sépulture viking découverte au Danemark

Perles, pièces de monnaie, céramiques et une boîte contenant un fil d'or... Quelque trente tombes païennes contenant des objets datant de la seconde moitié du X^e siècle ont été mises au jour lors de travaux de construction près d'Aarhus, la seconde plus grande ville du pays. PHOTO MOESGAARD MUSEUM

Alors que l'attention du monde entier est tournée vers l'Iran et Israël, Poutine a porté mardi l'un des coups les plus sanglants à la capitale ukrainienne avec une attaque de drones et de missiles. Au moins seize personnes sont mortes.

Par
KRISTINA BERDYNNSKYKH
 Correspondante à Kyiv
 Photo JEDRZEJ NOWICKI

De la poussière, des cendres, des voitures en feu, le bruit assourdissant des sirènes des pompiers, des médecins, des policiers. Quartier de Solomensk, 7 heures du matin. Durant une nuit marquée par des attaques de missiles et de drones, personne n'a fermé l'œil. Une femme d'une cinquantaine d'années pleure doucement et enserre de toutes ses forces un arbre, s'y agrippant comme si c'était la seule chose qui la maintenait consciente. Vêtue d'une chemise de nuit et d'une veste légère, elle regarde l'énorme trou dans un immeuble de neuf étages. Après l'impact direct d'un missile, l'entrée numéro 7 a été complètement détruite, du toit jusqu'au sous-sol. Il ne reste plus qu'un énorme tas de pierres, de murs effondrés et de dalles. Des centaines de sauveteurs déblayent rapidement les décombres.

Débris. «Maman n'est plus là», dit la femme, désespérée. Elle vivait dans l'appartement du dernier étage à la place duquel il n'y a plus que le ciel bleu. Sa mère était malade, ne marchait presque plus et était restée dans son lit lorsque sa fille et son mari sont allés se mettre à l'abri. «Je veux croire au meilleur, mais je comprends qu'il n'y a aucune chance», dit la rescapée, sans donner son nom ni son prénom. L'alerte aérienne a duré neuf heures à Kyiv : de



Dans un quartier de Kyiv visé pendant la nuit de mardi par des bombardements russes.

A Kyiv, «il y a eu une telle déflagration que le plafond s'est effondré»

21 heures à 6 heures. Alors que le sommet du G7 se tient dans les montagnes canadiennes et que les tensions continuent de s'exacerber entre Israël et l'Iran, la Russie, profitant d'une baisse d'attention envers la guerre en Ukraine, a lancé plus de 440 drones et 32 missiles pendant la nuit. L'attaque visait principalement la capitale, mais également Odessa, Zaporijia, Tchernihiv, Jytomyr, Kirovohrad et Mykolaïv. C'est l'attaque la plus sanglante contre Kyiv depuis le raid contre l'hôpital pédiatrique Okhmatdyt, le 8 juillet 2024, qui avait fait 33 morts dans différents

quartiers de la ville. Selon la police, les bombardements russes ont tué au moins seize personnes et plus de 114 ont demandé des soins médicaux. Mais ce chiffre n'est pas définitif. Dans l'immeuble du quartier de Solomensk, cinq personnes sont déjà portées disparues. Un couple, arrivé à l'aube, a un fils qui y vit et ne donne pas de nouvelle. L'homme regarde le trou, les mains sur la tête, sa femme est assise sur une chaise, en larmes. Un psychologue tente prudemment de les calmer. En vain. Andrey Samar, 24 ans, marchant sur les débris de verre qui jonchent le sol, tombe sur une voisine. «Joyeux

anniversaire à vous et à nous!» s'exclame le jeune homme. Il habite dans l'entrée numéro 5 et comprend qu'il a survécu par miracle. Au début, il s'est abrité dans le couloir de son apparte-

«Pour Poutine, il n'y a pas de règles. Plus notre situation est mauvaise, mieux c'est pour lui.»

Vitali Klitschko
maire de Kyiv

Etats-Unis, l'Ukraine et l'Europe. «Pour Poutine, il n'y a pas de règles. Plus notre situation est mauvaise, mieux c'est pour lui», a dit le maire de Kyiv, Vitali Klitschko, rencontré sur le lieu des bombardements vers 7 h 30. Il estime que la Russie vise délibérément la capitale afin de briser le moral des Ukrainiens, effrayer la population et pousser les gens à fuir.

Sanctions. Avec la détérioration de la situation au Proche-Orient, le président ukrainien craint plus que jamais que son pays ne devienne une monnaie d'échange dans les discussions entre Washington et Moscou. Samedi, Donald Trump s'est entretenu au téléphone avec Poutine au sujet de l'Iran, n'abordant que brièvement la question de l'Ukraine. Volodymyr Zelensky espérait qu'une rencontre personnelle avec Trump, qui devait avoir lieu lundi en marge du G7, contribuerait à renforcer la pression occidentale sur la Russie. Vendredi, il avait annoncé aux journalistes qu'il proposerait à son homologue américain d'acheter un nouveau paquet d'aide militaire pour l'Ukraine. Mais les deux présidents se sont croisés dans les airs : alors que Zelensky s'envolait pour le Canada, Trump coupait court à sa participation au G7 et rentrait à Washington. Ayant eu le temps de déclarer qu'il attendrait d'abord la signature d'un accord entre la Russie et l'Ukraine avant de prendre une décision sur les sanctions.

A Kyiv, après une nuit agitée et bruyante, l'alerte aérienne a retenti à nouveau à 8 heures du matin. Tous ceux qui travaillaient sur le lieu des bombardements (secouristes, médecins, policiers, journalistes, résidents des immeubles voisins) se sont réfugiés en urgence dans un passage souterrain. A 8 h 09, un message des forces aériennes ukrainiennes était diffusé : «Cible sur Kyiv.» Dix minutes plus tard, la menace était écartée et les gens remontaient dans la rue ensoleillée. Entre-temps, Vitali Klitschko déclarait le 18 juin jour de deuil dans la capitale. ◀



CheckNews

Gérard Depardieu a bien sexualisé une fillette en Corée du Nord

Un rapport d'expertise pénale de mi-mai, que CheckNews a pu consulter, a conclu que les propos obscènes tenus par l'acteur dans un numéro de *Complément d'enquête* sur France 2 s'adressaient à une petite fille, comme le soutenait la chaîne publique en décembre 2023. PHOTO AFP



Antisémitisme Alain Soral jugé pour «provocation à la haine raciale»

C'est un rare procès pour «provocation publique non suivie d'effet à commettre l'un des crimes et délits portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation» qui s'ouvre ce mercredi devant le tribunal correctionnel de Paris. Sur le banc des prévenus, l'influenceur antisémite Alain Soral (photo). Ou du moins sa personne juridique, puisque son conseil a déjà annoncé que son client, exilé en Suisse, ne serait pas physiquement présent. De façon presque classique, le déjà multicondamné sera aussi jugé, lors de la même audience, pour «*injure publique raciste et provocation publique à la haine raciale, en récidive*». Il encourt sept ans d'emprisonnement et 100 000 euros d'amende.

En cause, des propos tenus par le gourou du groupe Egalité & Réconciliation dans des vidéos diffusées au printemps 2020. Il y donnait des consignes violentes: «Ce qu'il faut, c'est s'armer, [...] on fait la révolution en prenant le pouvoir par les armes. Un M16 [fusil d'assaut américain, ndlr], c'est plus efficace pour exiger ses droits démocratiques qu'un gilet jaune.» Ces propos ont donné lieu à l'ouverture d'une enquête préliminaire en juin 2020 et abouti à son interpellation en juillet de la même année. Cueilli par les forces de l'ordre au pied de son cossu appartement parisien, Soral avait été placé en garde à vue et son logement perquisitionné. Selon le dossier d'instruction, les enquêteurs avaient mis au jour la bibliothèque du parfait néonazi, entre exemplaire de *Mein Kampf* et autres ouvrages antisémites.

MAXIME MACÉ et PIERRE PLOTTU

750

C'est, en milliards d'euros, ce que les 65 plus grosses banques mondiales ont accordé comme financement aux entreprises du pétrole, du gaz et du charbon en 2024. Révélé mardi par le rapport d'un consortium de huit ONG, dont Reclaim France, le chiffre est en hausse de 22 % par rapport à 2023. La moitié des financements est consacrée à l'expansion des énergies fossiles et le haut du classement est principalement occupé par des banques américaines et japonaises. En France, les six grandes banques ont contribué à hauteur d'environ 17,3 milliards d'euros.

ELOI COUPRY

A lire en intégralité sur Libé.fr.

Sur l'Etat palestinien, une gauche presque à l'unisson

«Assez de mots, des actes.» Mardi, dans le salon rouge coccinelle du Café Concorde, à deux pas de l'Assemblée nationale, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, tonne. Avec lui, des responsables politiques de gauche, des associatifs et des syndicalistes, qui réclament d'Emmanuel Macron une reconnaissance de l'Etat de Palestine. «Chaque jour qui passe est un jour de trop», enchaîne Fabien Roussel, le secrétaire national du PCF. Il ne peut y avoir de sanctions fermes contre Poutine, à juste titre, sans qu'il n'y en ait pour Nétanyahou.» L'ancien député du Nord dénonce à nouveau «un deux poids deux mesures», mot d'ordre que l'on entend dans les manifestations en défense des Palestiniens.

«Spirale». Cette reconnaissance de l'Etat palestinien, malgré le report de la conférence de l'ONU qui devait se tenir le jour même avec l'Arabie Saoudite et officialiser le processus, est vue par l'ensemble des intervenants comme un préalable indispensable à toute sortie de crise. «Il ne peut y avoir

de solution politique sans reconnaissance de l'Etat palestinien», insiste l'avocat Arié Alimi, vice-président de la Ligue des droits de l'homme.

Les différentes prises de parole pointent la nécessité, pour la France, de jouer un rôle diplomatique à sa hauteur. «L'Autorité palestinienne à Ramallah attend de nous cette reconnaissance, les peuples nous disent de continuer à porter la solution à deux Etats car il n'y a pas d'autres issues à cette spirale infernale», explique la secrétaire nationale de la CFDT, Béatrice Lestic.

«La France doit assumer ses responsabilités plutôt que de faire taire tout soutien au peuple palestinien», fustige de son côté la présidente du Syndicat des avocats de France, Judith Krivine. La secrétaire nationale des Ecologistes, Marine Tondelier, enchaîne: «Attendent-ils que l'Etat palestinien n'existe plus pour le reconnaître à titre posthume?» Avant de se montrer «émue de voir ce spectre aussi large réuni».

«Large» peut-être mais incomplet: La France insoumise, pourtant en première

ligne dans la mobilisation contre la guerre à Gaza, n'était pas de la partie mardi. Interrogé par l'émission *Quotidien* avant de prendre la parole, le socialiste Olivier Faure fait savoir qu'il n'est pas au courant des motifs de cette absence des insoumis. Le maire écologiste de Grenoble, Eric Piolle, quelque peu embarrassé, renvoie, lui, vers les organisateurs.

Excuses. Officiellement, les dirigeants de LFI n'étaient pas disponibles et «excusés». A voir... on comprend vite que les propos de Jérôme Guedj à l'encontre de Jean-Luc Mélenchon – traité de «sala-pard antisémite» – prononcés samedi à la tribune du congrès PS de Nancy, ont laissé des traces. Les insoumis attendent toujours des excuses que le PS se refuse à présenter. On nous glisse: «C'est un peu frais pour que [Eric] Coquerel [le président LFI de la commission des finances de l'Assemblée, ndlr] soit assis à côté d'Olivier Faure.» L'inverse aurait été surprenant.

OPHÉLIO BOUVIER-LARIBI

Airbags Takata: une mesure de «stop drive» pour les véhicules défaillants

Les airbags défaillants du fabricant Takata ont fait une deuxième victime avérée en France métropolitaine, relançant le débat sur les mesures de rappel nécessaires. La responsabilité de ces airbags a été confirmée dans la mort d'une femme de 37 ans dans un accident sur l'autoroute, le 11 juin à Reims. L'explosion de l'airbag dans sa Citroën C3 de 2014 a provoqué «de très graves blessures» ayant entraîné sa mort, a indiqué mardi le procureur de Reims, François Schneider. Dans la foulée, le ministre des Transports, Philippe Tabarot, a demandé mardi l'immobilisation de toutes

les Citroën C3 et DS3 nécessitant un changement d'airbags. Jusqu'à présent, certains conducteurs avaient seulement été invités à faire remplacer leurs airbags.

Philippe Tabarot a indiqué à l'AFP avoir convoqué les dirigeants de Citroën et demandé une mesure de «stop drive», c'est-à-dire d'immobilisation, pour «l'ensemble des C3 et DS3 faisant l'objet d'un rappel». L'accident de Reims est le deuxième accident mortel en métropole lié à ces airbags. Jusqu'à l'annonce de ce décès, le ministère des Transports avait recensé 29 accidents ayant provoqué

11 décès en outre-mer, où les airbags se dégradent plus vite, et un en métropole fin 2023. En février, Citroën a demandé aux propriétaires de C3 du nord de la France construites entre 2008 et 2013 de ne plus conduire leur véhicule jusqu'au changement de l'airbag. Pour les modèles à partir de 2014, un rappel en concession par lettre simple, sans «stop drive», a été lancé au mois de mai. Sur plus de 690 000 Citroën C3 et DS3 équipées de ces airbags défaillants, 481 000 ont été traités, a indiqué Stellantis mardi, soit 69,7% des véhicules concernés.

«Cet accident [à Reims, ndlr] pose notamment la question des analyses de risques réalisées par le constructeur», a estimé le ministère dans un communiqué. «Nos analyses ne montraient pas de risque de dégradation au-delà de 2013», a affirmé mardi un porte-parole de Stellantis. On est en train de réévaluer la situation afin de prendre les mesures nécessaires.»

Depuis 2014, le scandale des airbags Takata secoue le secteur mondial de l'automobile, forçant de nombreux constructeurs à immobiliser des centaines de milliers de véhicules à travers le monde. (avec AFP)

Médecine Le «numerus apertus» dans le viseur des sénateurs

Adoptée sans flonfons il y a dix-huit mois par l'Assemblée nationale, la proposition de loi sur laquelle compte le ministre de la Santé, Yannick Neuder, pour doper le nombre d'étudiants en médecine et, à terme, améliorer l'accès aux soins, a été examinée au Sénat mardi. Le locataire de l'avenue de Ségur avait affirmé jeudi son intention de rendre «effective [...] d'ici quelques semaines» la suppression du numerus clausus, actée en 2019. Si les sénateurs accueillent le texte de Neuder avec bienveillance, ils peinent tout de même à y lire la révolution vantée sur les ondes. N.R.

A lire en intégralité sur Libé.fr.

Disparition Le pianiste autrichien Alfred Brendel est mort

Il était l'une des dernières légendes du piano du XX^e siècle. Après plus de soixante ans de carrière, le pianiste né en Moravie (aujourd'hui en République tchèque), est mort à son domicile londonien mardi, à 94 ans. Son intégrale des *Sonates* de Beethoven en 1962 à Londres avait donné un coup d'accélérateur à sa notoriété. Son dernier concert public à Vienne remonte au 18 décembre 2008.

A lire en intégralité sur Libé.fr.

IDÉES/

Nous, Israéliens et Iraniens, ne sommes pas voués à être ennemis

Alors que la guerre entre les deux pays semble hors de contrôle, l'historien iranien Arash Azizi appelle les civils à se révolter contre leurs gouvernements.

Il n'est guère surprenant qu'Israël et l'Iran soient aujourd'hui en guerre ouverte. Depuis des décennies, les deux Etats sont engagés dans un conflit par procuration et s'affrontent dans toute la région par le biais d'alliés. Les attaques massives menées vendredi par Israël et les salves de missiles tirées rapidement en réponse par l'Iran ont pleinement mis cette guerre en lumière. Elle est désormais là, sous ses traits familiers : Israéliens et Iraniens se mettent à l'abri des bombes et des drones, certains sont emprisonnés sous des décombres, certains perdent la vie. L'objectif est de s'assurer que l'Iran n'obtienne pas l'arme nucléaire – un but concevable aussi bien pour les Israéliens que les Iraniens. Mais les difficultés techniques pour l'atteindre par la voie militaire sont telles que la diplomatie a plus de chance d'y réussir. Il peut sembler banal de le dire, mais les nations iraniennes et israéliennes n'ont, en réalité, aucune raison de se battre. Nos pays ne partagent pas de frontière, n'ont pas de différends historiques, ni d'intérêt national à s'affronter. Sous le précédent régime iranien, avant la république islamique, le chah n'a jamais pris part à aucune des guerres régionales contre Israël. Durant la guerre Iran-Irak des années 1980, Israël est allé jusqu'à contribuer à armer la nouvelle république islamique d'Iran, résolument antisioniste. Aussi obsédé que soit le régime iranien par le conflit israélo-palestinien, il s'agit pour les citoyens ordinaires d'une querelle lointaine, sans grand rapport avec leur vie. Ces dernières années, d'enormes manifestations anti-Israël ont eu lieu dans des villes du monde entier mais jamais en Iran, malgré les efforts conséquents du régime pour en organiser. Il est par conséquent

étrange pour les Iraniens et les Israéliens de mourir aujourd'hui dans une guerre entre nos deux nations.

C'est un moment historique pour nos deux pays. C'est la première fois que l'Iran essuie de telles attaques sur son sol depuis que l'ancien président irakien Saddam Hussein nous a envahis en septembre 1980. Aussi tyrannique que soit le régime de Téhéran, les citoyens iraniens n'ont pas connu de guerre depuis plus de trente ans, contrairement à nombre de leurs voisins à l'est et à l'ouest. Israël a de l'expérience en matière de guerre mais, depuis des décennies, il n'a combattu que des milices et des entités non étatiques, généralement soutenues par l'Iran. Il se trouve à présent en confrontation directe avec un Etat-nation souverain.

Comme beaucoup de mes concitoyens iraniens, je condamne les attaques de vendredi contre notre pays, d'autant plus qu'elles sont survenues en pleins pourparlers diplomatiques avec les Etats-Unis. Néanmoins, le tort revient à mes yeux en grande partie au régime abject de l'ayatollah et Guide suprême Ali Khamenei, qui n'a apporté que mort et destruction à notre pays. A 86 ans, il est au crépuscule de sa vie mais son éternelle et maladive obsession pour Israël, les sionistes et les Juifs, a finalement entraîné l'Iran dans une guerre que notre nation peut difficilement assumer.

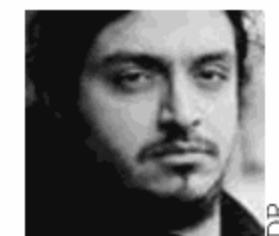
Je ne suis pas seul à penser cela. Prenez, par exemple, le parti de gauche iranien, qui a vivement condamné les attaques israéliennes mais aussi critiqué la république islamique «qui menace de déclencher une guerre dans la région». Il a appelé le peuple iranien à faire front commun contre «les politiques bellicistes et risquées» du gouvernement du Premier ministre Benyamin Nétanyahou ainsi que des leaders de la république islamique. S'il est une certitude concernant Nétanyahou, c'est qu'il place son avenir politique avant tout et se soucie peu de trouver des solutions de paix durables. Une situation que partagent, encore une fois, Iraniens et Israéliens. Cette guerre est absurde en tout



Un dépôt pétrolier iranien détruit par des bombes israéliennes dimanche. PHOTO MAJID

état de cause, mais elle l'est d'autant plus quand elle est menée par des hommes comme Khamenei et Nétanyahou. Ce dernier estime peut-être pouvoir la faire durer longtemps afin de se maintenir en poste. Mais les habitants de cette région ne peuvent se permettre de s'enliser dans un bourbier de plus. Nos deux nations ont peu d'antécédents d'hostilité l'une envers l'autre et ne peuvent davantage se permettre cela. Avant que la guerre n'aille vraiment plus loin, une issue doit à tout prix être trouvée. S'adressant samedi à son homologue russe, Vladimir Poutine, le président américain, Donald Trump, s'est dit «ouvert» à ce qu'il intervienne comme médiateur dans ce conflit. Les deux hommes peuvent et doivent jouer un rôle crucial en négociant l'arrêt. Trump était déjà engagé dans des pourparlers sur le nucléaire avec l'Iran et a exigé que Téhéran revienne à la table. Le président français, Emmanuel Macron,

Par
ARASH AZIZI



Historien iranien

qui est dernièrement apparu comme une sorte de voix de la raison dans notre monde aux abois, lui a fait écho. Poutine entretient des liens étroits avec Khamenei et Nétanyahou, une position dont aucun autre leader international ne peut sans doute se targuer. Si Poutine ou Macron prennent les choses en main, ils peuvent peut-être inciter l'Iran et Israël à éviter la catastrophe. Ce serait ironique pour un dirigeant belliciste comme Poutine de faire décréter un cessez-le-feu ailleurs pendant qu'il continue d'attaquer l'Ukraine, mais l'histoire est pleine d'ironie. Certains espèrent que la guerre va faire chuter la république islamique et libérer l'Iran. Nétanyahou a lui-même appelé les Iraniens à cela. Mais ceux avec lesquels je parle, dont de farouches opposants au régime, ont désormais peur pour leur vie quand ils entendent le ministre de la Défense israélien, Israël Katz, promettre de «brûler Téhéran». Ils ne peuvent penser à la révolution, seulement à leur survie. L'idée d'un soulèvement populaire provoqué par les attaques israéliennes semble saugrenue.

Si une révolte peut être provoquée à Téhéran, elle pourrait émerger des échelons de la république islamique. Celle-ci compte dans ses rangs une myriade de factions combattantes, qui pour beaucoup ne cautionnent pas la croisade révolutionnaire de Khamenei contre Israël et l'Occident. Malheureusement, parmi les généraux assassinés lors des frappes



ASGARIPOUR. REUTERS

israéliennes de vendredi, en figuraient certains qui auraient pu provoquer cette déstabilisation. Il reste cependant d'autres voix dissidentes. On peut seulement espérer qu'elles prennent les rênes, en écartant Khameneï si nécessaire, qu'elles mettent fin à des décennies d'aversion pour Israël et l'Occident et signent un accord sur le nucléaire avec Trump pour ouvrir la voie à un apaisement de la région.

En temps de guerre, les citoyens ordinaires se sentent souvent impuissants. Cela a été mon cas lorsque j'ai parlé avec ma grand-mère vieillissante à Téhéran et que je l'ai suppliée de rester loin des fenêtres quand les bombes israéliennes font trembler la ville où je suis né. J'ai dit la même chose à mes amis israéliens cachés dans des abris pour se protéger des missiles envoyés par mon pays pour les tuer. A chaque salve, nous prenons mutuellement des nouvelles, avec l'espérance de ne pas apprendre de drame. Si cette guerre continue, cela arrivera inévitablement. Mais aussi impuissants que nous nous sentions, nous pouvons éléver la voix pour clamer haut et fort qu'il existe une autre voie. Nous, Israéliens et Iraniens, ne sommes pas voués à être ennemis. Avant que cette guerre n'engendre un plus gros tas de corps des deux côtés, nous devons exiger sa fin. ▶

Cette tribune a initialement été publiée dans le journal Haaretz. Traduction de l'anglais par Matthieu Farcot.

On ne sait jamais à quel moment un missile risque de fermer votre boutique

A Tel-Aviv comme à Natanz en Iran, l'écrivain Etgar Keret comme des millions d'innocents écoutent avec effroi le bruit des bombes.

Jeudi, le 12 juin, à 10 heures du matin, j'ai appris que j'étais récipiendaire du prix Acum (1) pour l'ensemble de mon œuvre. «L'ensemble de ton œuvre ? Tu n'as même pas 60 ans. Tu ne trouves pas que c'est bizarre ?» s'est étonnée ma femme. «Tu as peut-être raison, j'ai dit, mais n'en parlons pas trop, ils pourraient changer d'avis.»

Dix-sept heures plus tard, en me réveillant avec les joyeuses informations de bombes sur Natanz et de missiles sur Tel-Aviv, l'annonce d'un prix sur l'ensemble de mon œuvre avant l'âge m'a paru un peu moins absurde. Après tout, on ne sait jamais à quel moment un missile balistique risque de fermer votre boutique. Et nous voilà, ma femme Shira et moi, assis dans le couloir de notre appartement, en train d'écouter les échos des explosions et de penser à des jours meilleurs où, au lieu d'attendre passivement les missiles qui nous tomberont de la stratos-

phère, nous savions organiser des querelles pour une vétile: comment faire marcher le lave-vaisselle, comment éduquer notre fils et même à quelle température régler le climatiseur. Et nous regrettons les jours où nous finissions par faire la paix sans que «Bibi» ou Trump s'en mêlent.

Il est 5 heures du matin et je suis de nouveau assis sur le carrelage du couloir. Le bruit de l'explosion est particulièrement fort cette fois-ci. Demain, je suis censé mettre en ligne une nouvelle chronique sur ma newsletter. J'ai écrit quelque chose sur la première fois où Lev, mon fils, s'était

soulagé dans les toilettes publiques d'un centre commercial et sur les considérations philosophiques qui nous avaient traversés en tirant la chasse d'eau. Mais ces attendrissements sur un passé innocent et quelque peu puant nous semblent étrangers désormais.

Les missiles d'Iran me rappellent que contrairement à cette guerre inutile et cruelle que Bibi s'obstine à continuer à Gaza, il existe d'autres guerres devant de vrais ennemis puissants qui menacent réellement notre existence. Et dans ces pays ennemis aussi, des millions d'innocents écoutent avec effroi le bruit

des bombes. Et nous, un homme, une femme et un lapin, serrés devant la porte de notre appartement, nous espérons pouvoir vaincre cette guerre ensemble et être enfin capables de terminer l'autre qui ne nous apporte rien d'autre que des morts et de la souffrance, et éloigne toujours plus l'espoir de la libération des otages. ▶

(1) Société à but non lucratif, d'auteurs, compositeurs et éditeurs, qui gère les droits d'auteur et distribue des prix annuels.

Texte traduit de l'hébreu par Rosie Pinhas-Delpuech.

SIGNÉ COCO



Par
ETGAR KERET



Ecrivain israélien



Enzo, joué par Eloy Pohu (à gauche), rencontre Vlad, ainé sexy et ouvrier sur le même chantier, interprété par Maksym Slivinskyi. PHOTO LES FILMS DE PIERRE

«Enzo» Ses désirs, son désordre

Ultime projet de Laurent Cantet réalisé par Robin Campillo, le film imagine un jeune nanti se rêvant ouvrier dans le bâtiment. Un beau portrait d'ado en crise, raccord avec notre présent tissé d'incertitudes.

Enzo est cosigné par deux cinéastes, deux amis séparés par la mort. Robin Campillo a réalisé le film de Laurent Cantet, mort fin avril 2024, à quelques semaines du début du tournage. Plutôt que d'abandonner le film prévu, choisir de le faire quand même, malgré tout, avec celles et ceux qui restent. Si les deux auteurs – collaborateurs de longue date après leur rencontre à l'Idhec, l'école de cinéma, dans les années 80 – avaient travaillé ensemble sur le scénario avec Gilles Marchand, s'ils avaient choisi les acteurs principaux ensemble, si la présence de Campillo était prévue sur le plateau pour que les assureurs couvrent l'affaire malgré l'état de santé de Cantet, *Enzo* reste le film de l'un réalisé par l'autre. Un film de l'auteur de *Ressources humaines* (1999) et d'*Entre les murs* (2008) mis en scène par celui d'*Eastern Boys* (2013) et de *120 Battements par minute* (2017).

Donc une créature hybride, à la fois posthume et vivace, bien décidée à niquer la mort avec son histoire pleine d'avenir. L'avenir, cette notion relative : cette chose qu'ont les jeunes, supposément, dans un monde qui n'en a plus trop.

MYSTÈRE POUR LUI-MÊME
Enzo, 16 ans, joué par Eloy Pohu, ne veut pas de son futur tout tracé dans sa famille bourgeoise de La Ciotat, il a quitté le lycée général et il est apprenti maçon, en alternance sur le chantier de construction d'une maison. Il n'a pas ça dans les mains, il n'est pas très bon, pour l'instant, et on ne le laisse pas tranquille : d'un côté son patron (Philippe Petit) l'engueule, défait ses murets de traviole à grands coups de pieds rageurs, mais de l'autre son matheux de père (Pierfrancesco Favino) se ronge les sangs à se demander quand il reviendra dans le droit chemin intel-

CINÉMA /

«Les fictions fonctionnent sur des gens qui sont opaques et pas sur des gens qu'on comprend.»

Robin Campillo
réalisateur

lectuel, et d'ailleurs sa mère (Elodie Bouchez) aussi, sous ses airs indulgents, décontractés. «Cartrop peu me comprennent maman, trop de peine maman, mon cœur saigne maman», rappelle Enzo par-dessus la voix du tube de Josman, *Intro*, dans une scène qui cherche à entendre les battements de cœur de la «Gen Z», dernier nom de la jeunesse.

Si Enzo y parvient, c'est sous forme d'énigme. Pas seulement parce que les deux cinéastes, le présent comme l'absent, sont nés presque un demi-siècle avant leur personnage, mais parce que c'est le sujet de ce film-prénom au rôle-titre. Enzo reste un mystère. Plus on y séjourne, plus il s'épaissit. Et pourtant, on le suit pas à pas dans ses démêlés de classe entre ses parents et son boulot de manœuvre, où il tente d'affirmer sa propre trajectoire, un autre possible destin. Pourtant, on l'accompagne dans tous les orages de sa rencontre avec Vlad (Maksym Slivinskyi, pur acteur), un autre ouvrier du chantier, venu d'Ukraine, aîné sexy sous la protection duquel il cherche à se placer, brûlant bientôt pour lui d'un amour fou qui vient ébranler tout le reste.

Le film est avec Enzo, à ses côtés, quand il tremble, vacille en cherchant sa place, l'endroit pour être le sujet de son désir, ce qui exige qu'il se déplace, se «déclasse», se décale de tout ce qu'il est censé être (un petit bourge, un petit mec hétero). Qu'il accepte d'être un mystère pour lui-même comme il l'est pour la mise en scène, qui l'observe sans tout savoir de lui, lui si placide, si impassible. «Les fictions fonctionnent sur des gens qui sont opaques et pas sur des gens qu'on comprend», disait Campillo à *Libé* au moment du passage du film à Cannes, en mai. C'est un peu le cœur du film, son point de fusion, l'endroit de la soudure, avec étincelles, entre les deux films en un, celui de Cantet et celui de Campillo, chacun s'inscrivant dans le reste d'une filmographie (s'inscrivant peut-être aussi dans le film, si Vlad est plutôt Cantet, Enzo plutôt Cam-

pillo – celui qui reste). Le film clair et le film obscur, le film sec et le film humide.

Le premier est celui du conflit (de classe, de genre, de sexualité), omniprésent dans le social mais censuré, refoulé, et ici décrypté, mis au jour, rendu transparent par la fiction comme art (subtil) de l'évidence, geste de rendre visible, lisible. Le patron arrive chez les parents pour se plaindre de leur fils, mais se retrouve intimidé par la luxueuse villa vitrée avec piscine où il ne s'attendait pas à débarquer, et qu'on découvre en même temps que lui. Quand son jeune apprenti le dispense d'enlever ses chaussures, traitement de faveur pour «les invités», tout leur rapport de force s'inverse en un éclair. Et on n'en perd pas une miette, c'est notre fonction, on regarde, on écoute, on comprend. La fonction classique de la mise en scène est d'approfondir et d'élucider (d'éclairer, ici principalement en «lumière naturelle» par la chef op Jeanne Lapoirie) le contenu du scénario.

CREVER D'AVENIR

Et le second film? C'est le film *horny*, le film des enduits, de la surface, qui recouvre, plâtre trouble, et non celui des parpaings, du montage solide des murs et de la structure (*Enzo* filme bien le travail, qu'il soit bien fait ou mal fait). Celui de l'opacité du désir, qui parle de ce que le personnage, et le récit, le scénario, ne comprend pas bien de lui-même. Celui qui cherche à capter, sans vraiment chercher à le comprendre, cette force qui à la fois enjoint et retient Enzo de se jeter purement et simplement dans le vide, de mourir de rien, de jeunesse, d'amour, de crever d'avenir. Non plus le film qui se construit mais le film qui était détruit, celui de la guerre là-bas, dans le pays de Vlad, celui des ruines du sexe, de la peur.

Il y a deux répliques dans ce film qui bouleversent, l'air de rien. «On arrête là, OK?» quand Enzo cherche avec Vlad un contact plus rapproché que rien ne semblait autoriser. C'est la définition du tact, pas un mauvais mot pour le style. Et puis le «Tu es là?» de la fin: question du second au premier, franchissant le mur du son et la limite entre les films, d'un ami cinéaste à l'autre, séparés par la mort, réunis dans le plan.

LUC CHESSEL

ENZO, de LAURENT CANTET et ROBIN CAMPILLO, avec Eloy Pohu, Pierfrancesco Favino, Elodie Bouchez, Maksym Slivinskyi... 1h 42.



Le rappeur Mo Chara joue son propre rôle dans le biopic sur son groupe. PHOTO WAYNA PITCH

«Kneecap», gaélique ta mère

Le groupe de hip-hop irlandais, au centre de plusieurs polémiques, se met en scène avec autodérision dans un faux biopic inégal mais enthousiasmant, bourré de réflexions sur leur identité.

A ce stade du championnat, tout le monde et son oncle a un avis sur Kneecap, à défaut d'en avoir écouté le moindre titre. Ce trio de hip-hop nord-irlandais qui rappe en gaélique, formé en 2017 dans l'ouest de Belfast est devenu inévitable au Royaume-Uni grâce à sa musique (un deuxième album, *Fine Art*, paru l'an dernier), son exception idiomatique (qui a provoqué un boom des cours de gaélique), ses nombreuses provocations («*Brits out*», «les Anglais dehors», scandé lors d'un concert à l'Empire Music Hall de Belfast où le prince William et Kate Middleton venaient de donner une réception) et son vrai-faux biopic, qui a déboulé outre-Manche l'été dernier, raflé tous les suffrages (plus de 2 millions de livres au box office anglo-irlandais, Bafta du meilleur premier film) et sort ce mercredi en France.

Un phénomène qui aurait pu rester gentiment exotique s'il n'avait eu un retentissement international ces derniers mois avec un concert au festival américain de Coachella, où le trio a ouvertement dénoncé le «génocide contre le peuple palestinien», rendu possible par un «gouvernement américain qui arme et finance Israël», provoquant boycotts, indignations et menaces multiples.

Kneecap, le film, débarque donc au moment où Kneecap, le groupe, est au centre d'accusations de terrorisme pour soupçons de soutien au Hezbollah

et d'une campagne d'intimidation visant plusieurs festivals européens, sommés de les déprogrammer. Timing électrique pour cette comédie aux tics très deuxième moitié des années 90, bourrée de facilités et de baisses de rythme mais furieusement contagieuse – et dans le contexte suscité, absolument salutaire. Un biopic bidon qui sans jouer la pleine mesure comme le génial *Weird, the Al Yancovic Story*, réussit à s'amuser de son récit éprouvé (énième ascension d'un groupe de bons à rien jusqu'en haut de l'affiche) en multipliant les fabulations plus ou moins inspirées.

Le père d'un des rappeurs devient ainsi un militant radical (joué par Michael Fassbender) qui a mis en scène son décès pour échapper aux autorités; le DJ du groupe un professeur de musique en pleine crise de la quarantaine se prenant d'affection pour deux «raclures» auto-proclamées aux poches pleines de coke, LSD et kétamine; et tout le monde se retrouve aux prises avec une chef de police acariâtre et une milice républicaine antidrogue.

Le tout est émaillé d'une couche sociopolitique plus premier degré sur les débats autour de la langue gaélique qui secouent régulièrement l'Irlande du Nord. Et, en transparence, d'une évocation assez brillante de ce que peut être un groupe, qui se trace une voie royale en n'en faisant qu'à sa tête. C'est l'aspect le plus enthousiasmant du film, qui ne délivre sa pleine puissance que dans les moments purement musicaux (enregistrements, concerts). Façon de rappeler qu'au-delà des polémiques et provocations, c'est avant tout là que ça se joue.

LELO JIMMY BATISTA

KNEECAP de RICH PEPPIATT avec Móglai Bap, Mo Chara, DJ Próvai... 1h 45.



Jamie (Aaron Taylor-Johnson) et son fils, Spike (Alfie Williams).
PHOTO MIYA MIZUNO

«28 Ans plus tard», l'ennui des morts-vivants

Troisième volet de la franchise épidémique, le film de Danny Boyle donne une impression de néant absolu malgré son agitation permanente.

Qui est capable de faire mourir l'un de ses personnages principaux dans une scène à mi-chemin entre un clip new age et une publicité pour EDF? Danny Boyle, voilà qui. Du réalisateur de *Trainspotting* et *Slumdog Millionaire*, on n'attendait plus

grand-chose et sûrement pas cette relance de son *28 Jours plus tard*, film d'épidémie aux victimes transformées en cadavres enragés, plutôt inspiré pour l'époque (2002) et augmenté en 2007 d'un second volet signé Juan Carlos Fresnadillo, rétrospectivement plus endurant que le premier.

Grotesques. Danny Boyle reprend donc les rênes pour officialiser la «franchisation» du projet et annoncer la pièce montée qui vient (deux autres films sont déjà envisagés après celui-ci), avec au scénario, son vieux complice Alex Garland (*Annihilation*, *Civil War*).

Soit le Royaume-Uni, vingt-huit ans après l'épidémie initiale, devenu un foyer d'infestation où cohabitent hordes contaminées arpantant nues et hurlantes les chemins vicinaux et survivants plus ou moins organisés. Parmi eux, un groupe isolé sur une île au nord du pays, dont fait partie Spike, 12 ans. Après une première expédition sur le continent avec son père, le jeune garçon se met en tête d'y retourner pour tenter de faire soigner sa mère, gravement malade, par un mystérieux docteur. D'un tel projet, on attendait a minima qu'il s'aligne sur les deux volets précédents.

On aura à la place une synthèse de ce que ses deux créateurs savent faire de pire. De Boyle, le montage clipesque, les séquences illisibles et les effets grotesques (pour chaque mort, un arrêt sur image avec gerbe de sang numérique offert). De Garland, les personnages monolithiques, le récit qui avance comme une Méhari qui n'a pas passé le contrôle technique depuis 1983. Et bien sûr leur travers commun à tous deux : celui de tout recouvrir de titres pop balancés de préférence au moment le plus inapproprié et mixés beaucoup trop fort. Enfin ça, à la limite, c'est seulement décevant.

Satanistes. Là où le film désespère franchement, c'est dans sa propension à tout aplatis, tout horizontaliser, écueil majeur de l'époque du tout-contenu, qui coule définitivement par le fond ce *28 Ans plus tard* aux enjeux flous et aux actions uniformes (un sourire, une promesse, une colonne vertébrale arrachée à mains nues : tout a rigoureusement la même valeur). Deux heures complètement vides de tension, agitation vaine et braillarde qui ne va nulle part et n'est capable de rien raconter. Même le décor avec ses verts saturés et sa palette numériques criarde donne une impression de néant absolu, de tableau digital sans âme. Un ratage à peine croyable, dans lequel on croise également Ralph Fiennes peint en orange de la tête aux pieds, ainsi qu'une bande de ninjas satanistes albinos – leur apparition est d'ailleurs le seul moment réellement intrigant du film. Ça ne dure, hélas, que quelques secondes et dans la toute dernière scène. Pas au point de justifier d'endurer tout le reste.

LELO JIMMY BATISTA

28 ANS PLUS TARD de DANNY BOYLE
avec Jodie Comer, Aaron Taylor-Johnson, Ralph Fiennes... 1h 55.

«Peacock», ni plume ni moins

Satire sociale bariolée mais relativement attendue, le premier long métrage de Bernhard Wenger interroge la part d'humain d'un homme, assistant de vie à louer, qui a tout d'un robot.

La seule petite originalité de *Peacock*, qui rende cette *elevated comedy* tirée à quatre épingle moins jouée d'avance qu'elle n'est, vient de ce qu'il n'y ait pas de twist caché, son personnage est bien un être humain, (encore) trop humain, pas un robot comme la plupart des œuvres de cette trempe – de la série asimovienne suédoise *Real Humans* (2012), au récent timoré *Companion* (2025),

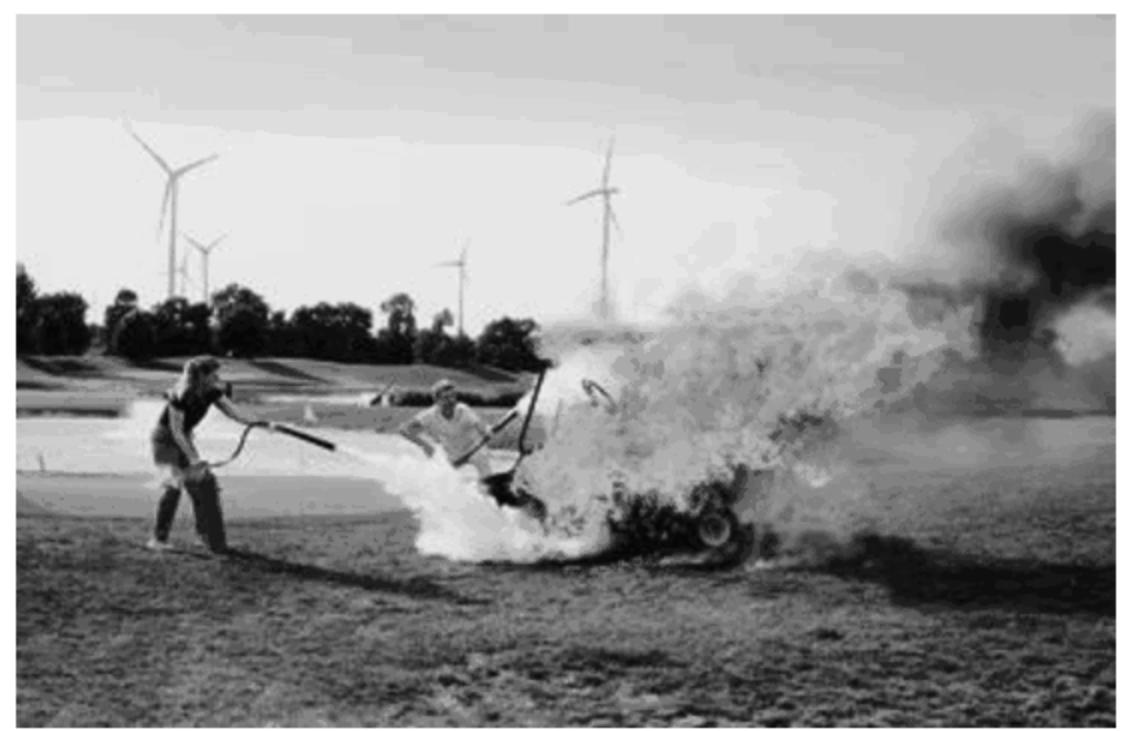
en passant par *I'm Your Man* (2022), et toutes ces fictions domestiques à base d'intelligence artificielle et d'androïdes augmentés. Matthias, qui a tout du robot, est un homme.

Cuistres. Premier long de l'Autrichien Bernhard Wenger, satire sociale bariolée sous référence revenant à Tati, mais qui finit surtout par ressembler à la première partie (la conjugale) de *Lost Highway* remakiée par Ruben Östlund et Jonathan Glazer – nos subversifs de la ligne claire –, il traite de l'invariable problématique : que reste-t-il d'humain à l'*Homo sapiens* ultra civilisé, de sensibilité à cet être sans affects, à ce Playmobil avec des cheveux?

Associé dans une société de services à la personne (l'agence My Companion la bien nommée), Matthias est un assistant de vie sur location, un travailleur du fake comme d'au-

tres du sexe, embauché pour faire illusion quelques heures, parfait faire-valoir (*peacock*, le paon) imposteur, dans les sauteries de grands bourgeois en mal d'esprits brillants, d'esthètes cuistres ou de fils prodiges, compagnon de jeu ou de solitude, ami idéal pour faire tapisserie, interlocuteur pour jouer le mari irascible d'une épouse en peine de reparties... Matthias est un «peacock», en somme.

Autosuce. L'insoutenable solitude bientôt l'étouffe, quand sa compagne le quitte, lui et son monde aseptisé qui rappelle le new age béat de *Paradis pour tous* d'Alain Jessua. Matthias connaît sa crise «existentielle». Le problème est que le film, non. Lui reste réglé comme du papier à musique, au moindre dérapage très contrôlé, aux dérèglements calculés. L'accident est ici le



Chaque dérapage dans le film reste très contrôlé. PHOTO A. WILDNER

programme. Grinçant sans effort, il suffit ainsi au propret *Peacock* d'un rien de sale pour détonner : le Loulou de Poméranie qui s'autosuce sur le sofa (pendant la seule scène de sexe) ou un trou de taupe boueux dans la pelouse d'équerre d'un centre de développement personnel. Le premier plan, la voiture

de golf en feu, est le mieux, gag limpide et programmatique : l'héroïsme improvisé est ici monté de toutes pièces.

CAMILLE NEVERS

PEACOCK de BERNHARD WENGER avec Albrecht Schuch, Julia Franz Richter... 1h 42.

CINÉMA

«Elio», astro et pas assez à la fois

A force d'appliquer une formule efficace mais trop rodée, le dernier Disney-Pixar survole ce qui pourrait nous émerveiller.

On connaît bien la formule des productions Disney, à laquelle *Elio*, né de la branche Pixar, ne déroge pas : terrassé par un deuil (ici, celui de deux parents), un enfant timide va trouver dans l'exploration d'un monde merveilleux la clé de sa guérison. C'est cette fois en rêvant à l'espace que le jeune Elio espère surmonter sa perte – peut-être y a-t-il, dans le cosmos, une planète où trouver une famille de substitution.

Ces prémisses prometteuses, situées quelque part entre *Interstellar* de Christopher Nolan et *Contact* de Robert Zemeckis, sont en réalité rapidement expédiées par un montage musical, qui donne d'emblée le tempo du film : pour lancer son astronaute en herbe dans un vaste périple à travers les étoiles, où il devra sauver une cité alien d'une armée de larves belliqueuses, *Elio* est bien obligé d'aller à mille à l'heure.

On croirait presque que le film anticipe d'office sa diffusion sur Disney+, où l'attention des spectateurs, tirailés entre les contenus

à portée de main, est une denrée rare à récompenser constamment. Les péripéties vont tous azimuts, entre trajets intergalactiques, zigzag périlleux dans un champ de débris, apparition de clones... Dans ce voyage express à travers les lieux communs de la science-fiction, la solitude d'Elio ne fait surface qu'à travers quelques dialogues, avalés par un rythme qui, plutôt que de garantir l'intensité du film, finit par le vider de sa substance. Le premier contact avec les extraterrestres et l'arrivée sur leur planète chamarrée défilent par exemple avec une étonnante nonchalance, comme une série de passages obligés sans éclat. Ils paraissent d'autant plus anecdotiques que la célérité du film l'empêche de déployer un univers réellement singulier : puisqu'il faut aller vite, chaque pièce de l'intrigue doit être immédiatement identifiable, et donc, réduite à sa forme la plus convenue.

Dialectes aliens. Les décors et les bestioles qui peuplent le film de Madeline Sharafian, Domee Shi et Adrian Molina pâtissent également d'une patte graphique qui, d'un projet à l'autre chez Disney-Pixar, peine à se renouveler, au risque d'une terrible uniformisation (les artworks du générique de fin, dont le trait évoque des peintures, déplient à eux seuls davantage de



Elio, astronaute en herbe part dans un vaste périple à travers les étoiles. PHOTO PIXAR

caractère). L'intrigue, en équipant tous ses personnages de disques traduisant les dialectes aliens, élimine enfin sur l'autel de la commodité les dernières traces d'altérité. Le bilan est rude, surtout au regard de la concomitance avec le festival d'Annecy, rempli de propositions animées autrement dépaysantes : surchargé mais générique, *Elio* ne parvient pas à émerveiller. Seules quelques respirations surnagent,

comme un bref moment de silence où la navette d'Elio, à deux doigts de rendre l'âme, disparaît dans l'ombre d'un astre.

Vide étouffant. Pour la première fois, les cinéastes touchent à une sensation qui aurait pu occuper le cœur du film et résonner avec la douleur du héros : l'espace, comme la vie du garçon depuis la mort de ses parents, est occupé par un vide

étouffant – c'est d'ailleurs ce qui rend chaque contact avec ceux qui l'habitent si précieux. Dommage que le film, préoccupé par une efficacité mécanique, cherche à remplir tous ses recoins.

CLÉMENT COLLIAUX

ELIO de MADELINE SHARAFIAN, DOMEE SHI et ADRIAN MOLINA avec Yonas Kibreab, Zoe Saldaña, Jameela Jamil... 1 h 39.

«Loveable», à bout de couple

Pour son premier film, Lilja Ingolfsdottir suit une femme et son mari au bord de la rupture, qui enchaînent les thérapies et les disputes. Le tout dans un scénario misogyne.

Loveable n'est, comme son titre l'indique et ne l'indique pas, avec son double sens sarcastique, pas aimable. En ça très raccord avec Maria (Helga Guren), personnage féminin principal qui patouge dans la relation avec son compagnon, le film s'ouvre sur leur rencontre expé-

diée, bonheur entre eux qui tourne court, et reprend «*sept ans plus tard*», comme le carton en avertit qu'il est temps de passer aux choses sérieuses. Maria aime Sigmund (Oddgeir Thune) dont, sans doute parce que c'est elle qui mène la danse, qu'on l'a vue le séduire et le vampir, elle n'est pas tout à fait sûre d'être aimée.

Lui, le beau gars absent, rustique, tourne sur les routes de concert guitare à l'épaule (dont il ne joue jamais), mais tout prêt à donner le change à chaque retour au foyer. Maria élève les quatre enfants (deux ados d'un premier compagnon, deux en bas âge avec lui), en surcharge mentale,

tous les clichés y sont. Elle en a assez, ils s'énervent, ils se quittent. Lui semble plus soulagé qu'elle. Au fond, en le mettant au défi (de l'aimer), Maria juge insupportable qu'il soit d'ac-

cord pour rompre. Changer de tactique, elle le retient dans des séances de thérapie de couple. Premier film de Lilja Ingolfsdottir, *Loveable*, au lieu d'emprunter la voie

attendue de l'aggiornamento féministe, la révolte de bobonne sur la veulerie masculine, décide que Maria fait aussi partie du problème. L'intérêt du non-aimable tient donc à ce que la cinéaste sache filmer un face-à-face, et le malaise occasionné. Mais la «thérapie» l'emporte sur la parole, le jeu de massacre sur la dialectique, et en illustration un peu tarte de la théorie du «care», du développement personnel, *Loveable* opte en parallèle pour le scénario misogyne : à Maria de se fader tout le boulot, l'humiliation et la culpabilité jusqu'au bout. Seule au milieu de l'ingratitudo – à l'image encore double et cynique d'une

esthétique ingrate et de l'ingratitudo de sa fille-, c'est à elle seule de faire retour sur elle, ses biais, sa mère et ses défauts, pour reconquérir Sigmund dans un dernier plan magnanime, «le cœur sur la main». Il faut le talent de la dérision si l'on veut ne pas rater la justesse, et qui plus est, la justesse méchante. Il manque encore à Lilja Ingolfsdottir, sans doute, de trouver son rire, le grand rire qui résonne partout chez un Ingmar Bergman à l'heure du loup.

C.N.



Sigmund (Oddgeir Thune) et Maria (Helga Guren). PHOTO OYSTEIN MAMEN

LOVEABLE de LILJA INGOLFSOTTIR avec Helga Guren, Oddgeir Thune... 1 h 41.

CINÉMA /

«Voyage au bord de la guerre», l'Ukraine sur la route

Antonin Peretjatko part à la rencontre de la population ukrainienne au lendemain de l'invasion russe dans un documentaire en 16 mm travaillé par la gravité et le sentiment d'absurde.

In'est pas seulement l'artisan farceur d'un renouveau de la comédie d'auteur il y a une douzaine d'années (*la Fille du 14 juillet, la Loi de la jungle*), dans un style bricoleur et référencé, façon fiançailles de la Nouvelle Vague et de Tex Avery. Collectionneur, passionné de supports argentiques, Antonin Peretjatko est aussi l'auteur prolifique de plusieurs films courts, format avec lequel il n'a jamais renoncé à expérimenter. Faire du cinéma de son temps, tressé de

manières et clins d'œil rétro, n'était pas le pari le plus sûr de son précédent moyen métrage, *les Rendez-vous du samedi* (2022). Mais ce témoignage de la crise des gilets jaunes, entre le tract engagé et la recherche poétique, montrait l'envie de filmer au-devant de l'histoire, aborder l'événement d'ici et maintenant en allant le voir de ses yeux, en bas de chez soi.

Avec *Voyage au bord de la guerre*, le cinéaste revient pour un documentaire d'une heure, tourné en 16 mm lors d'un road trip de plusieurs mois en Ukraine, peu de temps après le début de l'invasion russe. Et de nouveau, ravive un esprit très Mai 68 du cinéma d'actualité avec ses ressources légères : caméra au poing, voix off aux commandes, au service d'un commentaire plus discrètement décalé. C'est un journal «*de bord*» au sens où l'entend le titre du film, affirmant



PHOTO BATYSPIRE

sa morale de cinéaste reporter – informer, regarder, qu'est-ce qui distingue les deux ? On n'embarque pas «à bord» de la guerre en touriste comme dans un petit train. On peut l'approcher de côté (ce serait ça, le décalage),

échouer à aborder l'événement de l'intérieur, être débordé par sa contemporanéité massive. Interviewer ses témoins directs au gré de rencontres. Ici un survivant des bombardements de Marioupol, là le directeur du théâtre de Kherson

après son enlèvement par les forces russes – pour beaucoup des artistes, activistes et agents de la culture. Le cinéaste révèle aussi suivre les traces d'un grand-père ukrainien, réfugié en France après avoir dû fuir son village enfant. Quête intime en queue de poisson, mais qui ancre le film dans une gravité concernée. Ce furieux sentiment de l'absurde qui trompette chez Peretjatko, est toujours là, mais campé dans la quotidienneté sidérante que revêt la tragédie. Pas du domaine de l'invisible, mais quelque part au bord : déchiffrable dans les rues fantômes de Boutha, martyre des crimes russes, l'insouciance en trompe-l'œil de Lviv, ou les sourires de la jeunesse, plein d'épouvante incrédule.

SANDRA ONANA

VOYAGE AU BORD DE LA GUERRE d'ANTONIN PERETJATKO 1h 02.

«The Return, le retour d'Ulysse», Ithaque au taquet

Réunis pour la troisième fois au cinéma, Juliette Binoche et Ralph Fiennes interprètent deux personnages de l'*«Odyssée»* d'Homère pour une énième adaptation réaliste et dénuée de magie.

Sur une île ensoleillée, un groupe de prétendants attend le verdict d'une femme qui choisira parmi eux son futur époux, mais après avoir tous passé une épreuve éliminatoire. Une variation du *Bachelor* ou de *la Flamme*? Non, c'est bien sûr Pénélope qui fait mariner tous ses candidats au remariage en attendant Ulysse dans *l'Odyssée* d'Homère. Cette nouvelle adaptation dégraisse l'épopée en excluant le fantastique, les pièges géants et les dieux jouant avec le destin des mortels à la manière du *Troie* (2004) de Wolfgang Petersen, avec beaucoup moins de budget mais un peu plus de réussite.

Cracras. Uberto Pasolini, producteur de *The Full Monty*, neveu de Visconti et sans lien de parenté avec

Télémaque fait son complexe d'Œdipe, une Pénélope sexuellement frustrée se languit la nuit et ses prétendants ont du mal à bander (un arc).

Gloire. C'est donc du bon goût, thématiquement et visuellement, en particulier dans toutes les scènes en clair-obscur, éclairées à la bougie et au coin du feu, pour mettre en valeur son casting. C'est presque en fait de trop bon goût, au détriment de la structure et du ton du film. Pour retarder l'échéance de ses noces, Pénélope tissait le jour une tapisserie qu'elle défaisait la nuit pour ensuite la reprendre – métaphore parfaite de nos récits, contes ou séries que nous voulons toujours voir infinis, délayés ou recomposés. Pasolini brode, lui, un Ulysse qui a l'air de s'excuser de ses brefs éclats de violence, entre *Rambo* et *Taken* en sandales, et préfère coller à un canevas shakespearien rassurant de grands acteurs dont le talent rachète quelques dialogues clichés. Cela leur

permet, s'ils le voulaient, de déclamer la liste des courses sans que l'on proteste : Ulysse, c'est Ralph Fiennes passé par la salle de sport et ses yeux éternellement bleus tristounes sont toujours son meilleur effet spécial pour faire passer toute la douleur et la gloire passée du

monde. Juliette Binoche fait une intéressante Pénélope comploteuse et sa familiarité évidente avec Fiennes – c'est leur troisième film ensemble après *les Hauts de Hurlevent* (1992) et *le Patient anglais* (1996) – offre un cocon rassurant et éprouvé de regards éperdus et de

silences évocateurs. Un Ulysse à l'os, délassant, mais où rien ne dépasse, hélas.

LÉO SOESANTO

THE RETURN, LE RETOUR D'ULYSSE d'UBERTO PASOLINI avec Ralph Fiennes, Juliette Binoche, Charlie Plummer... 1h 56.



Ralph Fiennes en Ulysse affligé d'un syndrome de stress post-traumatique. PHOTO DR

Libération

HORS-SÉRIE POLAR

LES SEPT FAMILLES DU POLAR

Avec Lisa Gardner
Marin Ledun
Sandrine Collette
Deon Meyer
Philippe Jaenada
Louise Mey
Arnaldur Indridason

LES BONNES FEUILLES DES PROCHAINS ROMANS
Donna Leon
Harlan Coben
Jo Nesbø
Andrée A. Michaud
Michèle Pedinielli
S.A. Cosby

INCLUS
LE JEU DES
7 FAMILLES
DU POLAR
PAR COCO



Libé



LIBÉ POLAR

Éditions Libération - Eté 2005 - 30, 90x41 - 16,40 € HT

M 03581 - 48 - F: 10,90 € - RD



EN KIOSQUE TOUT L'ÉTÉ



Robe de l'ombre

Caroline Toby Longtemps éclipsée par son mentor Francis Szpiner, cette avocate (de Mimi Marchand, entre autres) s'autorise enfin la lumière.



On peut être une pénaliste reconnue, avoir des clients de première bourse, exercer dans un «cab» prestigieux, et être une parfaite inconnue. Ce paradoxe résume la carrière de Caroline Toby, «32 ans de barre» comme on dit chez les robes noires. Percer cette étrangeté, c'est épouser sa quête: une vie à courir derrière une légitimité que ses pairs lui confèrent, mais qu'elle a mis un temps certain à s'autoriser. Avocate du capitaine d'industrie Xavier Niel, de la corsaire du scoop Mimi Marchand – 1 an de prison avec sursis a été requis contre

LE PORTRAIT

une acharnée. Francis m'a tout appris et je lui en suis très reconnaissante. Mais c'est vrai, ne pas se mettre en avant n'aide pas à gagner du crédit.»

L'autre faille, dans laquelle on ne se serait pas hasardé si le sujet n'avait pas jailli, mène aux décès précoces de ses deux parents. Celui de sa mère l'a laissée, à 16 ans, effondrée et démunie. Celui de son père, négociant d'origine marocaine,

lorsqu'elle avait 29 ans, fut une double lame. «Quand on a cette histoire-là, exister est déjà un défi», glisse-t-elle, avec une diction superpersonique. Est-ce l'angoisse de

cet exercice inédit avec la presse qui la métamorphose en pipette? Ou se révèle-t-elle au naturel, joyale, pétaradante? Ses proches la décrivent en tout cas ainsi: furieuse au karaoké, volubile à souhait. De celles qui foutent Daft Punk si fort dans les haut-parleurs de la bagnole que les piétons frémissent. Caroline Toby est à la fois une enfant du XVI^e arrondissement de Paris et une déracinée. Scolarisée au prestigieux lycée Janson-de-Sailly, elle fait des baby-sittings, ado, chez le journaliste et écrivain Pierre Assouline, qui habite alors le même immeuble. Il se souvient, lui aussi, d'une jeune femme timide,

mais fonceuse: «Un jour, elle me dit : "Je veux faire un stage chez un pénaliste." J'ai appelé Francis Szpiner devant elle, il n'était pas hyper chaud, mais il s'est laissé convaincre.»

Leur équipée durera plus de trente ans, des grands procès à une récente perquisition du cabinet, liée à une sale affaire franco-qatarienne, mêlant Szpiner et un autre confrère. Elle débute par l'inquiétant dossier de la secte ésotérique du Temple solaire, dans laquelle le binôme réussit à blanchir le chef d'orchestre et compositeur suisse Michel Tabachnik. Pendant que Szpiner mène la grande vie auprès de Chirac, de la campagne de 1995 aux virées en Afrique et en Polynésie, Toby ferraille «là où il n'est pas». «C'est une bonne technicienne du droit, mais sa force, c'est sa sensibilité. Les clients et les magistrats l'adorent, elle obtient beaucoup de choses par le relationnel», pose une ex-collaboratrice. Mimi Marchand opine du chef auprès de Libé: «Caroline est venue me voir tous les jours au parloir, samedi compris, pour m'amener le journal lorsque j'ai été incarcérée en 2021.» Certes, cela n'avait duré qu'un mois, en raison du non-respect par la communicante de son contrôle judiciaire dans l'affaire de la fausse rétractation de Ziad Takieddine, mais quand même.

Pour ne pas perdre la tête et garder «le bon équilibre» dans les dossiers de moeurs, Caroline Toby s'astreint à défendre des accusés et des victimes.

Ainsi, on la retrouve auprès de l'acteur Ary Abittan (mis hors de cause), de l'avocat Emmanuel Pierrat, poursuivi pour harcèlement moral, mais aussi aux côtés du filleul de Dominique Boutonnat, l'ex-président du CNC condamné à 3 ans de prison pour agression sexuelle en 2024 – il a fait appel. «Je crois que c'est l'essence même d'un avocat de faire les deux. Ça permet une approche nuancée, fine et complexe.» Loin des outrances et des caricatures militantes. S'il y a bien un combat que Caroline Toby épouse, à contrario, c'est celui contre l'antisémitisme. Pour elle, les massacres du 7 octobre 2023 furent une réactivation. Cette même sensation l'avait été durant le calvaire d'Ilan Halimi, en 2006: l'anxiété lancinante, la vulnérabilité pour soi, mais surtout pour les siens. Issue d'une famille juive marocaine, Caroline Toby a trois enfants, dont des jumeaux, les aînés, Abel et... Ilan.

Avec Francis Szpiner, elle était le conseil de la famille Halimi lors du procès qui vaudra perpétuité au chef des ravisseurs, Youssouf Fofana: «L'extrême violence de cette affaire – de celles qui nous font vieillir –, c'est l'identification. Au-delà du fait que mon fils porte le même prénom, j'ai vécu des mois avec l'idée que ça pouvait tomber sur lui. Depuis, j'éprouve la gravité et la responsabilité d'être mère.» Un marathon autant qu'une solitude. La sagesse de la cinquième décennie ne suffit pas toujours à canaliser l'anxiété, qu'elle déclare fidèle: «Ce métier oblige à se confronter en permanence. Je ne sais pas si c'est l'âge, mais j'ai souvent le trac.» Récemment, elle a repris le piano, joue des sonates de Bach ou Beethoven, effet immédiat contre la boule au ventre. Son mari architecte d'intérieur, sa sœur journaliste d'investigation au Brésil et ses fils – l'un réalisateur, l'autre dans le conseil aux entreprises, et le benjamin en master de maths à Polytechnique – font le reste. Ne pas négliger les virées incessantes au Maroc, où elle projette d'établir son refuge, plus que dans une Israël exposée et dévoyée.

Il y a aussi ces deux créatures turbulentes et baveuses, Nikka – comme le whisky japonais – et Popeye. Caroline Toby raffole des bouledogues aux babines saillantes depuis que son mari l'a cueillie par surprise, en 2015, en sortant de la prison de la Santé: «Il m'a simplement dit: "Viens, on va faire une course."» Eux aussi seraient plus efficaces qu'une naturopathe contre le stress: «Je les adore, ce n'est que de la bienveillance. Ça ne ment pas.» Les agressions réitérées, crocs apparents, sur la jambe de celui qui pose les questions laissent un micro-doute. A dire vrai, on n'a pas su quoi faire de la dernière pièce du puzzle. Caroline Toby est fan de Columbo. Les 69 épisodes unitaires ont été gobés, disséqués, panthéonisés. Est-ce la bonhomie du commissaire crasseux, même à l'égard de ceux qu'il traque, qui lui sied? Un soupçon de marxisme sommeille-t-il chez cette femme «située à droite»? Ou est-ce simplement l'envie irrésistible de toujours gagner à la fin?

Par **WILLY LE DEVIN**
Photo **FRÉDÉRIC STUCIN**

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Liberation est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/91/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habitation de LIBERATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dit « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EUR) 123€ HT CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237€ HT).

75 PARIS

Avis divers



Découvrez le futur visage de la Porte de la Villette

Réunion publique

mardi 8 juillet 2025 à 18h

Ecole polyvalente Claude Bernard
118 boulevard Macdonald – Paris 19^e

Avec la participation de vos élus et l'équipe en charge de la conception du projet.

Inscription souhaitée.

Plus d'infos sur le projet et la concertation sur paris.fr



Vous avez des besoins en terme d'accessibilité ?

Écrivez à concertation.urbanisme@paris.fr



Concertation organisée selon les modalités définies par la délibération 2021DU101 du Conseil de Paris en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 conformément aux articles L103-2 et suivants du code de l'urbanisme.

EP 25-553 / contact@publilegal.fr

Votre journal



est habilité pour toutes

**VOS ANNONCES
LÉGALES**

sur les départements

75 | 93 | 94

RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX

de 9h à 18h au

01 87 39 84 00

ou par mail

legales-libe@teamedia.fr

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

Villégiature

LOCATION APPARTEMENT

76 - TREPORT

LOUE STUDIO 2 Pers.
tout équipé
proche GARE, face aux bateaux,
centre ville, nombreux restaurants,
90 € la nuit,
170 € 2 nuits
240 € 3 nuits,
pont 3 nuits 280 €,
1 semaine 490 €.
Tél : 06 07 09 81 44
Voiles et terrasses TREPORT

Répertoire

annonces@teamedia.fr
01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

MUSIQUE

Disquaire achète au meilleur Prix

DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop

Gros Stocks et Collections

Contactez-nous 07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -
Ampis - Cellules - DJ
Jeux Vidéos - Consoles

Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

Réponse très rapide PAIEMENT CASH

ANTIQUAIRE EXPERT EN ARTS ASIATIQUES

Achète comptant
porcelaines, statues, vases, bouddhas,
mobiliers, laques, paravents....
Décorations asiatiques : corail, jade....

MAISON ALEXANDRA
06 15 02 23 98

Déplacement Paris et Province GRATUIT sous 48 heures

ANTIQUITÉS STEVE

ACHÈTE Manteau de fourrure,
Meubles anciens, Pendules, Horloges, Carillons,
Montres à gousset ou poignet, Pièces de monnaie,
Bibelots, Vaisselle, Cartes postales, Livres, Machines
à coudre, Miroirs, Tableaux, Bronzes, Pâtes de verre,
Art asiatique, Violons, Bagagerie de luxe, Vieux vins,
Objets militaires, Disques vinyles, Postes de radio,
Etain, Cuivre et toutes vos antiquités...

128, rue La Boétie 75008

01 84 60 56 54 ou 07 85 56 51 90



Sur : 838 245 019



www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

Édité par la SARL

Libération

SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382.028.199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants

Dov Alfon,
Amandine Bascoul-Romeu

Directeur de la publication
Dov Alfon

Directeur de la rédaction
Dov Alfon

Directeur délégué de la rédaction

Paul Quinio

Directrices adjointes de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Hamdam Mostafavi,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Beccuembois
(spécialiste), Laure Bretton,
Gilles Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête),
Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Daumas (L.),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoiffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ

Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@libération.fr

PETITES ANNONCES & CARNET

10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM

LE TRI + FACILE

Membre de l'ACPM.
CPPAP: 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.
Origine du papier: France
Taux de fibres recyclées:
100% Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'eutrophisation:

PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prénom.nom@libération.fr

SUDOKU 5563 MOYEN

6	9			3	5			
4	2		8	1	6	7		
5	8					2		
4		9			7	6		
			4	7	2		8	
1	2			8		9		
5						1	9	
3	9	8	1	5	6			
	8		9		3	5		



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

6	9	4	2	1	5	7	8	3
7	2	8	4	6	3	5	9	1
5	4	6	1	8	2	3	7	9
3	8	9	2	5	4	6	1	7
6	1	7	9	3	8	5	2	4
4	2	5	7	6	1	8	9	3
1	5	3	4	2	9	7	6	8
7	6	2	8	1	3	9	4	5
8	9	4	5	7	6	1	3	2

DIFFICILE

		2	9		3			
		7	5			2		
8	9				4			
7	5					2		
		3	8		1	6		
		6				5	1	

Partir en Livre

18.06→20.07.2025

11^e édition



MINISTÈRE
DE LA CULTURE
Liberer
Egaliser
Futurer

www.partir-en-livre.fr
f @ in

CNL
CENTRE
NATIONAL
DU LIVRE

Partir
en
livre

Libération **Le Point** **LiRE magazine** **TC** **J'AIME à LIRE** **WAPITI** **citizenkid** **Le Média Positif** **RTL** **okoo.tv** **france-tv**



FONDATION
VINCI
Bien (se) conduire

Upccop

GALLIMARD JEUNESSE



pass
Culture

Département
de l'Éducation
nationale

UNAT
Centre national
du cinéma et de les audiovisuels

les français

la charte
des auteurs et illustrateurs jeunesse

SGDL

(BnF) Bibliothèque
nationale de France

GrandPalais
Rimini

Syndicat national
de l'édition

SLF

FII
Fédération
internationale
des libraires

eur@koi

Dookinou

NABOOK